

hodierna
missio
societatis
jesu
est
fidei
servitium
cui

ut

exigentia

absoluta

pertinet

promotio iustitiae

exchanges * échanges * intercambios

N° 26

Septembre, 1982

(1) ECHANGES : OÙ EN EST NOTRE DIALOGUE ?

p. 46

- (1) Ce Numéro
- (2) Planification de notre apostolat
- (3) Le Père Arrupe
- (4) Où en sommes-nous ?
- (5) Instituts Sociaux
- (6) A propos de PJ

(2) RAPPORT : LES INSTITUTS SOCIAUX DE LA COMPAGNIE - II

p. 50

- (1) CINEP (Colombie)
- (2) ESAC (Mexique)
- (3) ACLO (Bolivie)
- (4) CEAS (Brésil)
- (5) IBRADES (Brésil)

(3) DOCUMENT : LE CHÔMAGE ET LA COMPAGNIE

p. 65

- (1) Différentes dimensions du problème du chômage
- (2) Les racines et causes du problème
- (3) Les Jésuites : Sensibilisation au problème du chômage
- (4) Au seuil d'une nouvelle société
- (5) Que pouvons-nous faire comme jésuites ?

(4) DOCUMENT : REUNION A JIUTEPEC

p. 80

- (1) Origine et objectifs
- (2) Participants et procédure
- (3) Eléments communs
- (4) Projets et thèmes
- (5) Effets et résultats

(5) NOUVELLES

p. 85

- (1) Formation à la justice
- (2) Mission Ouvrière SJ en France
- (3) Les Jésuites et la course aux armements
- (4) "La lutte décisive de notre époque"

OU EN EST NOTRE DIALOGUE ?

(1) CE NUMERO

- En dépit du grand nombre et de l'importance des retards de publication dans le passé, le Rédacteur-en-Chef avoue que c'est la première fois qu'il s'est trouvé en train de préparer ce qui n'est que le second numéro de l'année seulement à la mi-octobre. Nos lecteurs savent maintenant qu'ils peuvent s'attendre à un retard d'un mois et demi. Pour le reste, la raison (ou les raisons) en ont été données dans le numéro précédent (p.2) et restent encore vraies.
- En partie pour cette raison, ce numéro est l'un des plus longs jamais publiés. Comme nous projetons de donner un autre numéro daté de 1982 - même s'il paraît semblablement en retard -, nous pourrions terminer l'année dans de meilleures conditions malgré un départ difficile.
- Le sujet le plus long est la seconde partie de notre description des Instituts Sociaux Jésuites. Comme il sera dit plus loin, il sera suivi d'une troisième partie, traitant de l'ASIE ; nous terminerons peut-être ceci par un tableau final consacré aux Instituts les plus anciens et les meilleurs d'EUROPE.
- Presque aussi long est le document des Provinciaux espagnols sur le chômage. Nous le publions en entier, ce problème étant si général. Il est suivi d'un bref mais très important compte-rendu d'une rencontre récente à MEXICO. La section ECHANGES ne présente rien de spécial, sauf que certains de ces échanges datent quelque peu. Quant aux NOUVELLES, comme cela arrive souvent à l'automne, elles concernent toutes des rencontres ou des congrès ayant eu lieu durant l'été. Nous en avons choisi quatre et en parlons assez longuement.

(2) PLANIFICATION DE NOTRE APOSTOLAT

- Nous avons encore reçu quelques réactions à PJ 23, consacré au processus de planification de l'apostolat dans la Vice-Province de BOLIVIE. De THAILANDE : *Félicitations pour PJ 23 sur la Bolivie et sa planification. C'est un numéro important, plein d'informations et très suggestif.*
- Cependant un lecteur des PHILIPPINES est plus réticent : *Le dernier PJ sur la Bolivie est bon, mais semble être comme les Exercices Spirituels : les lire est une chose, les faire une autre totalement différente : s'exercer... aller de l'avant, au lieu de lire comment ils sont faits.*
- Un lecteur des USA s'est réjoui de ce que nous ayons publié aussi une partie de l'étude du contexte pour montrer ce que l'on pouvait faire

au niveau de l'Assistance. Nous avons tout juste eu le temps d'arrêter un lecteur du KENYA qui allait traduire en anglais (langue originale employée par l'auteur) l'article du Père Clarke sur la Méthodologie.

- Le Rédacteur-en-Chef aimerait ajouter que plusieurs Provinciaux et Supérieurs Majeurs de passage à la CURIE lui ont dit combien ils ont aimé ce numéro. Il a pu le dire récemment au P. Jorge TRIAS, nouveau Vice-Provincial, en même temps que ses vœux et prières pour que la mise en pratique de ce plan soit pleinement réussie.

(3) LE PERE ARRUPE

- Comme prévu, il y eut de nombreuses réactions à PJ 24, notre dernier numéro de 1981 consacré, on s'en souvient, en signe d'hommage et de reconnaissance, au Père ARRUPE.
- D'INDE : *Les deux articles qui m'ont touché dans votre numéro de décembre furent : celui sur la réflexion théologique et l'autre le texte sur le Père Arrupe. Ce texte me rend encore plus proche d'un homme que je respecte et que j'aime pour sa sainteté, pour sa vue large et à long terme concernant la Compagnie et l'Eglise.*
- De COLOMBIE : *Quel homme merveilleux et quel merveilleux exemple il a été ! La citation de son discours à la 32e CG que vous avez donnée dans le dernier PJ, soulignant les conséquences d'un engagement pour la justice, était tout à fait remarquable. Très émouvante aussi, la lettre des Coordinateurs des Ministères Sociaux aux ETATS-UNIS.*
- Du CANADA, dans une circulaire accompagnant PJ, envoyée à toutes les maisons jésuites : *L'article le plus émouvant est la causerie du Père Arrupe aux jésuites de Thaïlande travaillant parmi les réfugiés d'Indochine. Ce devait être la dernière fois qu'il parlait aux jésuites avant sa maladie.*
- Le Rédacteur-en-Chef a appris que les deux hommages rendus au Père Arrupe ont été publiés à la fois en REPUBLIQUE DOMINICAINE et à ROME (dans le bulletin SEDOS). Sa 'dernière causerie' a aussi été publiée dans de nombreux bulletins des Provinces et dans le numéro de janvier 1982 de Pueblos del Tercer Mundo, en ESPAGNE.

(4) OU EN SOMMES-NOUS ?

- Il y a eu peu de réactions à cet article de PJ 25, mais elles sont, dans l'ensemble, positives. Du CANADA, de nouveau dans une lettre présentant PJ à la Province : *La première partie de ce numéro fait brièvement le point sur le service de la foi et la promotion de la justice, en s'appuyant entièrement sur des documents récents du Saint-Siège et du Père Dezza. Les difficultés de l'an dernier, l'effort poursuivi de renouveau par le moyen de Our Way of Proceeding in the 80's (plan d'action pour la Province du Canada Anglais) et la proche préparation de la 33e CG sont de bonnes raisons de lire ces pages avec un intérêt spécial.*

ECHANGES

Et des ETATS-UNIS : *Votre mise au point sur Où en sommes-nous ? est très utile et très provocante.*

- De BELGIQUE nous est venue une réflexion intéressante sur le fait que des documents s'adressant à toute la Compagnie, qu'ils viennent du Saint-Siège, du Père Général ou du Père Délégué, ne peuvent pas, par leur nature, tenir compte de situations différentes dans des Provinces différentes. *Quand il s'agit de tenter de parvenir à un équilibre entre deux pôles, comme c'est le cas dans la situation présente, une Province met l'accent sur l'un au détriment de l'autre, tandis qu'une autre Province fait le contraire. L'auteur affirme alors que sa Province a besoin de donner plus d'attention à la promotion de la justice et à la solidarité avec les pauvres, non pas pour bouleverser la hiérarchie des valeurs, mais pour que ce pôle soit l'objet de l'attention qu'il mérite et que ne soient pas déformés notre service de la foi et notre charité. Il conclut : Il serait bon de proposer de la même manière les textes des Papes et de nos Supérieurs en recommandant d'être plus engagés dans cette forme d'évangélisation... Nous devons parler d'une manière très différente à ceux qui hésitent, qui reculent ou qui refusent d'avancer.*

(5) INSTITUTS SOCIAUX

- On a réagi positivement à notre initiative de publier de brèves présentations des Instituts Sociaux SJ. De BOLIVIE : *Je suis convaincu que ces résumés sont très utiles et suggestifs ; la lecture de ce qui a été publié dans PJ 25 m'a même beaucoup aidé. Nous avons besoin d'informations sur les instituts sociaux de la Compagnie pour que nous puissions être en contact avec eux et échanger idées et expériences.*
- Il est encourageant pour le Rédacteur-en-Chef de ne pas avoir eu de plaintes concernant une mauvaise présentation ou des inexactitudes à propos de ces instituts. Au contraire, l'un d'eux (ETATS-UNIS) a écrit pour nous remercier, et un autre a demandé des exemplaires de votre utile présentation de notre oeuvre dans les deux langues du Bulletin (CANADA).

(6) A PROPOS DE PJ

- Depuis notre dernier rapport dans PJ 24 (cf p.168) nous avons reçu 89 lettres venant de 34 pays. 41 venaient du Tiers Monde, l'INDE étant nettement en tête. Ayant maintenant dépassé le chiffre de 900 lettres reçues par PJ, le Rédacteur-en-Chef devra commencer à penser à une récompense pour le 1.000ème correspondant. Que proposez-vous ?
- Il est encourageant de recevoir des lettres comme celle-ci : *Je lis toujours très avidement PJ chaque fois qu'il arrive. Il a une importance considérable pour un homme emprisonné dans une administration, mais qui est de coeur avec les luttes de l'humanité pour la justice et pour la foi. Il est toujours réconfortant d'avoir des nouvelles et d'être de coeur avec des jésuites du monde entier et d'apprendre ce que la profondeur de leur foi et leur union avec l'amour salvifique du Christ les pousse à faire, jusqu'à donner leur vie pour l'amour et*

Le nom de JESUS. (INDE)

- De la même manière du KENYA : *Je reçois et j'aime beaucoup PJ, nourriture spirituelle personnelle et instrument de travail.* Et un novice de MALAISIE nous écrit aussi au nom de ses 5 compagnons dans leur noviciat récemment fondé : *Je vous écris pour vous dire que je suis très passionnément le PJ publié par le Secrétariat social de Rome. Je le trouve très inspirant et suggestif, spécialement dans le domaine de la justice unie à la foi dans le contexte de l'Asie.* Le Rédacteur-en-Chef est très reconnaissant de ces commentaires et remercie aussi les deux lecteurs (FRANCE, PHILIPPINES) qui ont dit leur préoccupation de ce que nous avons cessé de paraître.
- Deux autres réactions nous sont arrivées (ZAÏRE, ZIMBABWE) au sujet de la proposition d'une rencontre pour essentiellement des jésuites africains en vue de discuter de la promotion de la justice et de l'apostolat social en Afrique (cf PJ 22, p.57). Toutes deux y sont favorables. Nous espérons avoir à en dire plus dans le prochain numéro de PJ. En attendant, toute autre réaction sera la bienvenue.
- Nous devons spécialement mentionner une étude importante publiée l'an dernier par la Conférence Nationale des Evêques du Brésil : Propriedade e uso do solo urbano : situações, experiências e desafios pastorais. Elle nous a été envoyée par un lecteur d'ARGENTINE dans une traduction espagnole faite à Buenos Aires par notre CIAS, en nous demandant de la publier, ce document étant très important pour quiconque travaille dans les banlieues pauvres et étant aussi très concret.
- Une remarque inhabituelle est arrivée du ZAÏRE : *Nous venons de recevoir les 20 exemplaires de PJ 25. Nous y avons trouvé avec joie des échos de l'Afrique. Puis-je vous dire que les paquets arrivent régulièrement et que l'emballage est maintenant excellent? Veuillez en féliciter les responsables.* Le Rédacteur-en-Chef est très heureux de transmettre ce message au Fr. Domingos COSTA (BRÉSIL) qui est responsable des expéditions à la Curie.
- Enfin nous avons été heureusement surpris de recevoir, d'un dominicain d'AFRIQUE DU SUD, la demande d'envoi d'exemplaires de PJ à un Père OMI responsable des questions de paix et de justice. Un tel 'oecuménisme' inter-congrégation doit être encouragé. Que les lecteurs jésuites en prennent bonne note !

LES INSTITUTS SOCIAUX DE LA COMPAGNIE - II

Nous poursuivons notre brève description des Instituts Sociaux Jésuites avec 5 d'entre eux en Amérique Latine. Nous espérons présenter la prochaine fois 5 Instituts d'Asie. Le Rédacteur-en-Chef remercie ceux qui ont répondu à son invitation d'envoyer une présentation de leur Centre et encourage à le faire ceux qui n'ont pas encore répondu.

.....

1. CINEP (COLOMBIE)

(1) SITUATION

Le CINEP (Centro de Investigación y Educación Popular) occupe un bâtiment de trois étages au centre de Bogota.

Adresse : CINEP,
Carrera 5, N° 33A-08
Apartado 25916
BOGOTA 4, D.E.,
COLOMBIA

Tél : (9) 287.12.84
(9) 287.12.78

(2) ORIGINE ET BUTS

En 1944, la Conférence Episcopale de Colombie a demandé à la Compagnie de collaborer à la Coordination Nationale d'Action Sociale. Les premiers fruits furent la création d'une Union des Travailleurs de Colombie (UTC), d'une Fédération Agricole Nationale (FANAL) et d'une Union Coopérative Nationale (UCONAL). En 1959, la Compagnie a créé un Centre de Recherche et d'Action Sociale (CIAS) du même type que les autres Centres d'Amérique Latine. En 1968, de nouveau à la demande de la Conférence Episcopale de Colombie, le CIAS a créé un Institut d'Etudes Sociales (IDES) qui a organisé chaque année un cours de 9 mois sur la pensée et sur l'action sociale de l'Eglise. En 1972, la responsabilité de l'IDES fut transmise à la Conférence Episcopale. Enfin en 1975, le CIAS de Colombie a pris le nom de CINEP, pour mieux exprimer l'orientation de ses activités.

Selon ses Statuts, les objectifs du CINEP sont : *La transformation des mentalités et des structures de la société colombienne dans le sens d'une plus grande justice sociale au moyen de la recherche, de l'enseignement et de l'action fondés sur une vision chrétienne de l'homme et inspirés par elle.*

Après dix années de réalisations différentes en différentes couches de la société, les jésuites du CINEP ont senti l'urgence de concentrer leurs efforts sur des secteurs plus défavorisés et sur des programmes éducatifs plutôt que sur des projets concernant le développement économique.

(3) ACTIVITES

En dehors de ses sections d'administration, le CINEP comprend 5 Départements, 3 Bureaux et une section spéciale :

1. Département du travail

- Il a pour objectif la préparation de dirigeants syndicaux aussi bien en vue d'organiser les collectivités ouvrières que pour former ceux qui font partie des syndicats. Au moyen de conférences, d'ateliers, de séminaires et d'une revue, les chercheurs du CINEP collaborent avec un grand nombre de syndicats de tout le pays pour les aider à préparer leurs cadres et à renforcer leurs associations.
- Le département cherche à renforcer les liens entre organisations ouvrières afin qu'elles puissent s'unir aux 'ligues' de paysans et aux associations de quartiers en un mouvement populaire qui puisse dépasser la faiblesse de la seule force syndicale, dans un pays où moins de 20 % des travailleurs sont syndiqués.

2. Département rural

- Le département rural collabore avec différentes organisations permanentes afin de réunifier les restes de ce qui fut l'organisation paysanne la plus puissante du pays.
- Ce travail de reconstruction, réalisé par des dirigeants paysans et par des chercheurs, est soutenu par des éléments d'études proposés aux membres des diverses organisations.

3. Département urbain

- Le travail de cette section consiste à conseiller de nombreux groupes d'action civique de construction de maisons ou d'action communale dans leurs revendications pour une vie humaine et les services publics que cela suppose.
- Le département, dirigé par un jésuite, coordonne les groupes de travail d'un même quartier. Les représentants de ces groupes constituent le conseil de l'unique membre du CINEP travaillant dans cette section.

4. Département de la religion populaire

- Cette section propose une aide au plan de l'éducation et de l'organisation pour un bon nombre de communautés chrétiennes de base qu'intéressent à la fois l'analyse sociale et la réflexion théologique.

- On offre aussi une aide pour une planification et une évaluation de la pastorale de divers diocèses de Colombie et hors de Colombie.

5. Département de la communication

- Initialement conçu comme un bureau de service pour les autres départements, il a pris une telle importance qu'il est devenu un département dirigé par 6 laïcs. Ce travail de recherche concerne la communication sociale et ce qui touche à l'éducation populaire. En ce domaine, il bénéficie de la collaboration de tout le Centre.
- Ces projets de promotion aident au travail de tous les autres départements ; mais, de plus, l'équipe coordonne et conseille les dirigeants populaires qui utilisent les moyens de communication de masse et cela par un bulletin d'information et par des séminaires régionaux et nationaux.

6. Bureau juridique

- Sur le modèle d'un bureau de consultation juridique populaire, mais se spécialisant dans les cas collectifs, ce bureau comporte 3 avocats prenant en charge la représentation juridique et l'éducation populaire de 15 quartiers de Bogota. Ce travail d'éducation concerne les problèmes juridiques posés par des occupations illégales de terrains et la possession d'immeubles dans des secteurs menacés par l'extension urbaine de Bogota ; il s'est montré un puissant instrument pour organiser une communauté.

7. Bureau de diffusion

- Il comprend, d'une part, une section publiant des informations sur la recherche, des documents de travail et une analyse périodique de l'équipe concernant la réalité colombienne.
- D'autre part, sont organisés au siège même du Centre à Bogota, différents forums, tables rondes, conférences, ateliers et expositions sur des questions d'actualité ou des sujets d'intérêt général ou particulier.

8. Bureau de documentation

- Il comprend une bibliothèque de sociologie, d'économie et de politique avec environ 15.000 volumes, plus de 200 revues et périodiques et des coupures de presse classées par thème à partir de 1965. Ces dernières sont actuellement microfilmées pour être mises à la disposition des organisations et des personnes intéressées. Ce service de documentation est ouvert au public.

9. Section des Droits de l'Homme

- Face à la période prolongée de répression générale du mouvement populaire, le CINEP a ouvert en 1979 une section où l'on rassemble

toutes informations sur les violations des Droits de l'homme par l'Etat de Colombie. Cette section essaie de remédier aux omissions et aux distorsions auxquelles recourt la propagande de l'Etat.

En plus de tout ce qui vient d'être dit, le CINEP donne son support et ses conseils administratifs à un ensemble de projets de recherche sociale et de promotion populaire entrepris par des personnes ou des groupes de bonne volonté.

(4) PUBLICATIONS

1. CONTROVERSIA

Revue générale traitant de thèmes sociaux et économiques concernant particulièrement la Colombie. Paraît 10 fois par an, avec un tirage d'environ 2.000 exemplaires. Un numéro récent: "Nuevos vientos sobre el Caribe" a obtenu le prix Simon Bolivar, prix national du journalisme.

2. PANORAMA

C'est une analyse de la situation sociale, politique et économique de Colombie. Paraît tous les trois mois, tirée à 1.000 exemplaires.

3. TEORIA Y SOCIEDAD

Collection de volumes publiés au rythme de 3 à 5 fois par an. Le catalogue actuel donne une liste de toutes les publications du CINEP : plus de 60 titres.

(5) EQUIPE RESPONSABLE

L'ensemble du CINEP forme un groupe de 70 personnes, dont 10 jésuites, 20 spécialistes en sciences sociales, 30 techniciens aux différents niveaux de l'administration et 10 auxiliaires.

Jésuites

- 1) Efraín ALDANA : Département urbain
- 2) Alejandro ANGULO : Responsable de la documentation
- 3) Bernardo BOTERO : Gérant
- 4) Mario FRANCO : Chercheur en théologie
- 5) Javier GIRALDO : Responsable des Droits de l'Homme
- 6) Gabriel IZQUIERDO : Chercheur en questions rurales
- 7) Jorge Julio MEJIA : Responsable de la religion populaire.
- 8) Ivan RESTREPO : Chercheur en théologie
- 9) Luis A. RESTREPO : Chercheur en théologie
- 10) Manuel URIBE : Directeur.

RAPPORT

2. ESAC (MEXICO)(1) SITUATION

L'ESAC (Estudios Sociales, A.C.) occupe une maison transformée en bureaux dans une zone résidentielle de Mexico.

Adresse : Estudios Sociales, A.C., Tél : 554-06-65
 Zaragoza 78,
 Delegacion de Coyoacan,
 04000 MEXICO, D.F.,
 MEXICO

(2) ORIGINE ET BUTS

L'ESAC a commencé dans les années 1960 comme le CIAS de ce qui était alors la Province Méridionale du Mexique, correspondant au CIAS de Torreon de la Province du Nord. Dans les années 1970, ce CIAS a pris le nom d'ESAC et fut reconnu comme 'Association Civile'.

Le Centre veut participer au travail pour la justice à partir de ce qui le caractérise concrètement : c'est un Centre de recherche et de réflexion sociale.

(3) ACTIVITES1. Analyse de la réalité

- Etudes et analyses de documents (recensements, statistiques, etc.), compilation, mise en ordre systématique, analyse et interprétation d'informations concernant la réalité au plan local, en lien avec des projets concrets de promotion socio-économico-politique et d'organisation populaire.
- Recherche de première main sur la réalité nationale dans le domaine religieux.
- Interprétation critique et évaluation (structurelle et analytique) de la situation sociale au Mexique et en Amérique Latine.

2. Recherche appliquée

- Service immédiat rendu aux personnes et aux groupes engagés dans une action directe pour les pauvres, en leur proposant conseils, planification, évaluation et réflexion concernant leur travail.
- Aide à des projets de promotion et de conscientisation.

3. Conseils et consultations

- Service mis à la disposition des Evêques, des Commissions épiscopales et des institutions à propos de questions concrètes du domaine social

et aussi à propos des projets de pastorale, au niveau local ou diocésain, et en vue de projets de promotion sociale.

4. Exercices Spirituels

- Retraites à des groupes de laïcs, de religieux et de prêtres diocésains.

5. Cours d'analyse de la réalité

- Au niveau local et au niveau international.

6. Relations avec les autres Centres et Institutions.

(4) PUBLICATIONS

- Actuellement le Centre n'a pas de publications, pour des raisons financières et par manque d'hommes. Mais il a bien des choses qu'il pourrait publier.
- Le Centre a une bonne bibliothèque en sciences sociales et en économie. Il reçoit un nombre important de revues et de périodiques.

(5) EQUIPE RESPONSABLE

Elle comprend 4 laïcs et 6 jésuites, dont 3 seulement sont à plein temps au Centre.

Laïcs

- 1) Miguel : Responsable du local de travail
- 2) Maria de la Luz : Responsable du secrétariat
- 3) Alma : Bibliothécaire
- 4) Natalia : Sociologue, participe aux projets du Centre.

Jésuites

- 1) Manuel GONZALEZ : Sociologue, doyen du Centre, a publié plusieurs livres ; à mi-temps à l'Universidad Iberoamericana.
- 2) Hector ACUÑA : Ingénieur électro-mécanicien; travaille aux programmes de promotion sociale et de conscientisation.
- 3) Enrique BEASCOECHEA : Médecin de Santé Publique; promotion sociale et organisation populaire.
- 4) Anthony P. WHEATLEY : Economiste; a travaillé au CIAS de Guyane et à la pastorale des zones populaires de Grande-Bretagne.
- 5) Luis José GUERRERO : Scolastique achevant ses études à l'Université ; expérience des communautés de base et en éducation.
- 6) Diego MARTINEZ : Directeur du Centre; Expert-comptable; études en sociologie et en anthropologie, recherche appliquée.

3. ACLO (BOLIVIE)

(1) SITUATION

L'ACLO (Accion Cultural Loyola) a son bureau central à Sucre et deux autres bureaux départementaux à Potosi et à Tarija.

Adresse : ACLO
Loa 682,
Casilla 538
SUCRE,
BOLIVIA

Tél : 2-2230
2-3201

(2) ORIGINE ET BUTS

L'ACLO a commencé son travail le 25 août 1966 avec un programme d'alphabétisation par la radio dans une zone limitée du département de Chuquisaca (Pampa Yampara). Son fondateur et premier directeur fut un jésuite étudiant, Carlos QUIROGA. En même temps que ses émissions en langue Quechua, il lança aussi un programme pour les instituteurs ruraux. De 1967 à 1982, le directeur et l'animateur de l'ACLO a été le P. Jorge TRIAS.

Les buts partent d'une analyse de la réalité rurale dans ses 3 grandes dimensions. L'objectif d'ensemble est la libération du paysan, en sorte que, animé par sa foi, il soit un agent efficace de sa propre promotion et de son développement. Au plan de la dimension économique, nous voulons arriver à ce que le paysan améliore et augmente le rendement de sa terre et de son troupeau grâce à une planification, à une technologie et à une commercialisation adéquates, qui améliore la qualité de sa vie de telle manière qu'il puisse se libérer de l'actuelle structure de domination. Au niveau politique et organisationnel, nous voulons soutenir et promouvoir les organisations et les mouvements paysans pour qu'ils aient une plus grande capacité de mobilisation et une plus grande responsabilité, afin qu'ils puissent défendre les intérêts de leur classe avec une pleine autonomie d'action. Au plan idéologique et éducatif, par le moyen d'une éducation permanente, nous voulons donner les éléments de jugement permettant au paysan d'avoir une attitude critique l'aidant à avoir une meilleure conscience de classe.

(3) ACTIVITES

1. Formation

Une formation conscientisatrice constitue l'axe central de l'action éducative de l'ACLO comme base de tout changement. On vise à ce que le paysan puisse par lui-même réfléchir sur la réalité d'une manière dynamique, afin qu'il se libère de toute attitude magique ; qu'il rompe son isolement et revalorise ses possibilités humaines ; qu'il prenne conscience de l'absence presque totale de services aussi bien que de son droit à les avoir, et recherche les moyens adéquats pour les obtenir ; qu'il essaie de réaliser au sein de sa famille et de sa communauté une égalité des

droits entre hommes et femmes ; que, par une meilleure connaissance de la personne du Christ, ils prennent conscience de la valeur du message de Jésus et de la mission de l'Eglise.

- Programmes : Alphabétisation, santé et nutrition, connaissances techniques concernant la culture et l'élevage, coopératives, syndicalisme, évangélisation et mode de vie.

Ces programmes se concrétisent avec trois types de sessions : sessions communes dans les communautés paysannes, sessions intensives dans les fermes modèles et sessions de formation complète en vue de préparer des promoteurs des communes et des régions.

- Promotion de la femme : On vise à former et à aider la paysanne à participer pleinement à toutes les activités concernant l'économie, l'organisation et l'éducation dans sa communauté.

2. Promotion communautaire

- Des équipes comprenant des professeurs ruraux, des sociologues, des agronomes et des responsables paysans vont systématiquement voir les communautés paysannes pour animer les syndicats agricoles ou les organisations traditionnelles de la communauté, pour les encourager à réaliser des projets, à organiser et faire fonctionner des coopératives, à former de petits noyaux de communautés paysannes.
- Les projets concernent surtout la culture et l'élevage, en cherchant de meilleures conditions de production et de commercialisation. Ces projets sont de bonnes occasions d'enseigner concrètement l'organisation, les techniques de culture et d'élevage, la commercialisation et l'utilisation de fonds et de crédits.

3. Moyens de communication sociale

- Il s'agit de diffuser l'information, le matériel éducatif et tout ce qui est au service de la communauté. Ceci se fait par la station de radio de l'ACLO qui, par ces moyens soutient, anime et diffuse continuellement tout ce qui touche à la libération du paysan. Les programmes sont diffusés par Radio ACLO à Sucre et Radio Tarija à Tarija.
- Un ensemble de publications comprenant des brochures, des affiches, des feuilles volantes et un journal mensuel 'EN MARCHA'.

4. Recherche

- Pour répondre aux besoins du paysan, l'ACLO s'est toujours consacré à un travail de recherche et d'analyse concernant la réalité propre aux diverses zones. La méthode utilisée a été celle d'une participation et d'une recherche fonctionnelles au service de la promotion et de l'organisation. A ce jour, 19 études ont été faites.

(4) PUBLICATIONS1. EN MARCHA

Journal mensuel de 16 pages : 3500 exemplaires.

2. Brochures

Brochures d'environ 30 pages. Actuellement 62 titres ont été publiés sur des sujets tels que l'alphabétisation, la culture et l'élevage, la santé, l'organisation, la commercialisation, etc.

3. Affiches

Elles traitent de sujets tels que la santé et la conscientisation.

4. Almanach rural

Publication annuelle avec un tirage de 15.000 exemplaires.

5. Etudes

Publication des travaux de recherche mentionnés plus haut.

(5) EQUIPE RESPONSABLE

Le Centre comprend 3 jésuites et 63 laïcs, agronomes, professeurs ruraux, sociologues, experts, paysans et secrétaires.

Chuquisaca	26 laïcs	2 jésuites
Potosi	15 laïcs	1 jésuite
Tarija	22 laïcs	

Jésuites : Javier VELASCO : Directeur Général (Sucre)
 Federico AGUILO : Sociologue, chercheur (Sucre)
 Jaime BARTROLI : Sous-Directeur (Potosi).

4 : CEAS (BRESIL)

(1) SITUATION

Le CEAS (Centro de Estudos e Ação Social) a son siège à Salvador do Bahia, l'une des principales villes du Nordeste, région très exploitée. Ses activités s'exercent dans toute la région et concernent aussi le Centro-Oriente et le Nord du Brésil.

Adresse : CEAS,

Rua Arístides Novis, 101 (Federação)
 4000 SALVADOR, BA
 BRASIL

Tél : (071) 247-1232

(2) ORIGINE ET BUTS

Conformément à l'orientation de la Compagnie de Jésus dans toute l'Amérique Latine, en 1963 quelques jésuites, qui travaillaient dans les mouvements d'Action Catholique et dans d'autres mouvements sociaux, décidèrent de se réunir périodiquement en vue d'une réflexion commune. En 1967, fut constitué le CEAS comme groupe comprenant des jésuites et des laïcs, en vue d'une réflexion sociale que faisaient connaître une revue et des cours. Plus tard se développa aussi une oeuvre de conseil pour les mouvements et les organisations populaires.

Le but du Centre est d'aider les Brésiliens dans leur lutte pour les droits de l'homme, les libertés démocratiques et de meilleures conditions de vie, d'encourager aussi une large participation des classes pauvres à l'édification d'une société indépendante, libre et juste.

(3) ACTIVITES

1. Un Centre pour soutenir les mouvements populaires

C'est là l'élément premier des activités et échanges du CEAS. Cela signifie une grande variété d'actions :

- Documentation et information concernant les luttes de la base. Cela comprend la publication d'articles et d'interviews et tout un ensemble de photocopies.
- Aide donnée aux groupes populaires cherchant à s'organiser dans les environs ou dans les régions rurales. Des équipes rurales et urbaines essaient d'approfondir et de discuter la situation actuelle. Ceci requiert divers moyens :
 - a) Un travail d'éducation et de conscientisation par le moyen de cours, de débats et de séminaires.
 - b) Activités de conseils pour aider les groupes à découvrir ce qu'ils sont et la réalité qu'ils doivent affronter, à découvrir aussi les alternatives possibles et à prévoir les effets de celles-ci
 - c) Mise en place de structures de service dans les quartiers populaires (crèches, écoles) spécialement assurées par l'équipe urbaine.
 - d) Etablissement de liens entre les activités des groupes de base et l'action de l'Eglise ou d'autres organisations telles que des syndicats, des associations, etc.
 - e) En certains cas, appuyer les revendications spécifiques de groupes particuliers.

2. Un Centre lié à l'Eglise

- Vu de l'extérieur, le CEAS est clairement identifié comme un Centre religieux dont les activités se situent au sein de l'apostolat de l'Eglise, même s'il s'agit d'activités de frontière, qui sont marquées

par le pluralisme.

- Ce lien avec l'Eglise se manifeste de plusieurs manières :
 - a) un service de documentation sur les prises de position de l'Eglise.
 - b) une collaboration avec l'Eglise au plan de l'éducation et de la conscientisation dans les zones rurales.
 - c) solliciter l'intervention et l'appui de l'Eglise pour diverses activités.
 - d) aides données aux Evêques pour la planification de l'action pastorale.

3. Un Centre favorisant une participation démocratique

- Le Centre fait ce qu'il peut pour promouvoir des réunions de groupes démocratiques de tendances diverses. Quelques-uns de ses membres participent aux commissions et à l'organisation de ces groupes.
- Le Centre appuie et aide ces groupes, mais ne les dirige pas.

4. Un Centre décentralisé et pluraliste

- Le CEAS est décentralisé dans ^{ses} équipes. Ses membres ont des positions et des orientations diverses. Ce pluralisme est respecté dans le cadre de limites déterminées.
- En plus de ce qui a été dit plus haut, il est des valeurs que tous partagent, entre autres :
 - a) Une conviction de la valeur de la démocratie populaire et la nécessité, pour le peuple, de s'organiser pour obtenir le respect de ses droits fondamentaux.
 - b) Une position réaliste et souple concernant divers modèles de société en fonction des nécessités locales.
 - c) Une attitude nationaliste, qui refuse les aspects impérialistes du capitalisme international.

(4) PUBLICATIONS

1. Cadernos do CEAS

Une revue bi-mensuelle d'environ 80 pages, consacrée à l'analyse sociale et aux problèmes sociaux normaux. Son tirage tourne autour de 4.000 exemplaires.

2. De Olho na Conjuntura

Bulletin bi-mensuel proposant une analyse structurale dans une langue facile.

(5) EQUIPE RESPONSABLE

Cette équipe comprend 17 personnes : 7 jésuites et 10 laïcs.

Laïcs : José Crisostomo DE SOUZA (Philosophe)
 Tomas CAVAZZUTI (Philosophe)
 Ana Cecilia BASTOS (Psychologue)
 Joviniano S. DE CARVALHO N. (sociologue)
 Elza KRAYCHETE (Economiste)
 Gabriel KRAYCHETE (Vice-Directeur, Economiste)
 Antonio DIAS (Journaliste)
 Antonia dos SANTOS (Professeur)
 Ana Lucia FORMIGLI (Professeur)
 Maria Helena SILVA (Professeur)

Jésuites : Claudio PERANI S.J. (Directeur, Théologien)
 Mariano BRENTAN S.J. (Diffusion)
 Manuel Andrès MATO S.J. (Sociologue)
 José Antonio PECCHIA S.J. (Spécialiste en sciences politiques)
 Joao CONFALONIERI S.J. (Pastorale)
 Pedro GALDAMA S.J. (Administrateur)
 Milton A. MOURA S.J. (Etudiant en sociologie)

5 : IBRADES (BRÉSIL)

(1) SITUATION

L'IBRADES (Instituto Brasileiro de Desarrollo Socio-Económico) se trouve à Rio de Janeiro, en même temps que le Centre Jean XXIII de Recherche et d'Action Sociale.

Adresse : Centro Joao XXIII,
 Rua Bambina, 115,
 22251 RIO DE JANEIRO, RJ
 BRASIL

Tél: (021) 286.8522
 266.7747 (Bureau
 du Directeur)

(2) ORIGINE ET BUTS

Le Centre Jean XXIII a été fondé en 1966 par la Compagnie de Jésus. Comme les autres centres sociaux jésuites, il a pour buts : l'étude et la recherche, l'information sociale, la promotion humaine et sociale, des publications, etc., à la lumière d'une vision de l'homme et de la société et d'exigences morales qu'implique la foi chrétienne. Dans ce contexte, l'analyse critique de la réalité brésilienne et de son modèle de développement, considérée dans ses divers aspects économiques, sociaux, politiques et culturels constitue l'une des principales tâches du Centre.

Fondé en 1968, comme membre associé de la Conférence Nationale des Evêques du Brésil (CNBB) l'IBRADES a pour objectif principal la formation d'agents pour l'action socio-pastorale de l'Eglise et d'aider de ses conseils les organismes liés avec l'Eglise en ce domaine. Depuis le commencement, la direction et l'administration de l'IBRADES ont été confiées par le CNBB au Centre Jean XXIII.

Bien que le Centre Jean XXIII et l'IBRADES soient deux institutions distinctes, ils partagent le même toit, poursuivent des objectifs semblables et complémentaires et collaborent à un grand nombre de projets. De plus, l'équipe permanente de ces deux institutions est pratiquement la même. D'où des préoccupations et des activités semblables.

(3) ACTIVITES

1. Etude et recherche

Le Centre Jean XXIII promeut études et recherches dans les domaines socio-économiques, politiques et démographiques. Les recherches des membres de l'équipe touchent aussi aux questions concernant l'éducation populaire, l'anthropologie sociale et culturelle, la théologie socio-politique, l'enseignement social et l'histoire de l'Eglise.

2. Cours et Seminaires

L'IBRADES organise chaque année deux sortes de cours :

- Un grand cours (de mars à juin), organisé pour les responsables de l'action socio-pastorale de tout le Brésil; le nombre maximum des participants est limité à 30, et des bourses sont prévues.
- Un mini-cours, souvent du type séminaire, est donné dans différentes régions et différents diocèses du Brésil, à la demande des Evêques, des congrégations religieuses et d'autres organismes liés à l'Eglise. Les sujets de ces cours - qui sont annuellement au nombre de 10 à 15 - sont souvent en lien avec les activités socio-pastorales de l'Eglise.
- Le Centre Jean XXIII organise aussi annuellement des séminaires pour des experts sur des sujets correspondant aux objectifs du Centre. Les sujets des séminaires de cette année sont : "l'Eglise, la Société et la politique" au Brésil et "la Société, l'Etat, l'Eglise et l'éducation populaire".

3. Action sociale et promotion humaine

Plusieurs membres du Centre participent à des projets de promotion humaine et sociale parmi les marginaux, spécialement dans les bidonvilles. Actuellement, le Centre travaille dans deux grandes "favelas" de Rio de Janeiro : "Rocinha" et "Santa Marta". Au Centre même, nous développons un centre d'information et de documentation pour des chefs populaires et pour d'autres agents sociaux travaillant dans les bidonvilles.

4. Conseils

Des membres du Centre et de l'IBRADES jouent régulièrement le rôle de conseillers pour des organisations brésiliennes et latino-américaines,

telles que : La Conférence Nationale des Evêques du Brésil (CNBB), l'Association des Entrepreneurs Chrétiens (ADCE-UNIAPAC du Brésil), la Confédération Nationale du Commerce, la Conférence des Religieux du Brésil (CRB) et la Conférence Latino-Américaine des Religieux (CLAR), "Fé e Alegria" et autres mouvements d'éducation populaire, de nombreuses congrégations religieuses, des mouvements et des organisations populaires dans les zones rurales et urbaines.

(4) PUBLICATIONS

En collaboration avec les Facultés jésuites de philosophie et de théologie de Belo Horizonte, nous publions une revue trimestrielle intitulée "SINTESE" ("Spes" : Synthèse Politique Economique et Sociale).

Depuis sa fondation, les jésuites et les laïcs du Centre ont publié de nombreux livres et articles. Parmi les publications les plus importantes, signalons les suivantes :

- Fernando Bastos de Avila, S.J., Solidarismo, Agir, 1965.
- Vanilda Pereira Paiva, Educação Popular e Educação de Adultos, Edições Loyola, 1973.
- Riolando Azzi, O Episcopado do Brasil frente ao Catolicismo Popular, Vozes, 1977.
- Riolando Azzi, O Catolicismo Popular no Brasil, Cadernos de Teologia e Pastoral, Vozes, 1978.
- O Clero no Parlamento Brasileiro, Câmara dos Deputados. Centro João XXIII - IBRADES, Fundação Casa de Rui Barbosa - MEC, 5 Vols., 1978-1980.
- Vanilda Pereira Paiva, Paulo Freire e o Nacionalismo Desenvolvimentista, Civilização Brasileira, 1980.
- Fernando Bastos de Avila, S.J. Introdução à Sociologia, Agir, 1981
- Luiz Alberto Gómez de Souza, Classes Populares e Igreja nos Caminhos da História, Vozes, 1982
- Pierre Bigo, S.J. e F.B. de Avila S.J. Fé Cristã e Compromisso Social, Edições Paulinas, 1982.

(5) EQUIPE RESPONSABLE

Le Centre Jean XXIII et l'IBRADES ont une équipe à plein temps de 18 membres comprenant des professeurs, des chercheurs, des promoteurs d'action sociale et leurs assistants. Il n'y a que 6 jésuites. Il y a aussi des collaborateurs à temps partiel et occasionnels et un personnel auxiliaire (5).

Jésuites : 1) Francisco IVERN, Directeur du Centre et de l'IBRADES (sciences sociales et politiques, enseignement social catholique)

2) Antonio ABREU (économie, action socio-pastorale)

3) Fernando BASTOS DE AVILA, (sciences sociales et politiques, démographie, morale sociale et enseignement social catholique).

- Jésuites : 4) Thierry LINARD DE GUERTECHIN, (démographie, action
socio-pastorale)
5) Paulo PIMENTA DE OLIVEIRA, administrateur
6) Pedro Belisario VELLOSO (action socio-pastorale).

=====

LE CHÔMAGE ET LA COMPAGNIE

Les 8 Provinciaux d'Espagne viennent de publier un document important intitulé : *La Compañía de Jesús ante los problemas del paro en España*. Ce problème n'étant pas particulier à l'Espagne, nous publions ce document dans sa totalité : c'est un appel à l'action des jésuites partout confrontés au problème du chômage.

.....

Introduction

Depuis quelque temps, la société espagnole se sent de plus en plus préoccupée par le problème du chômage. L'Eglise n'est pas restée étrangère à cette préoccupation. De nombreux évêques ont écrit des lettres et des exhortations pastorales sur ce sujet. Dans tout le pays, Caritas a déployé un immense travail d'information, de formation et d'assistance. La récente Semaine Sociale d'Espagne, de mars dernier, a choisi comme thème le chômage. La Conférence Episcopale d'Espagne a publié en novembre 1981 une lettre pastorale conjointe sur ce problème (1).

C'est dans cette même ligne que nous voulons aussi proposer à tous les jésuites espagnols quelques réflexions fraternelles pouvant nous aider à comprendre les dimensions du problème et à y trouver une réponse adéquate.

Nous voulons commencer ces réflexions dans l'esprit de la 32e Congrégation Générale qui a affirmé que la mission de la Compagnie aujourd'hui est le service de la foi dont la promotion de la justice constitue une exigence absolue, en tant qu'elle appartient à la réconciliation des hommes demandée par leur réconciliation avec Dieu (2). Nous nous faisons aussi l'écho du récent discours de Jean Paul II aux Provinciaux et des directives données ensuite par le Père Délégué : dans les deux cas, nous sommes exhortés à la promotion de la justice comme partie intégrante de l'évangélisation (3).

1 : DIFFERENTES DIMENSIONS DU PROBLEME DU CHÔMAGE

En chiffres ronds, selon les statistiques officielles, il y a actuellement en Espagne deux millions de chômeurs, soit plus de 15 % de la population active. Le chômage a sans cesse augmenté au cours des dernières années. Cette tendance se développe en Espagne depuis le commencement des années 1970.

On dit, par ailleurs, que le chômage réel est plus important que celui indiqué par les statistiques : une telle affirmation n'est pas sans fondement, bien qu'il soit quasiment impossible de la chiffrer. Mais quelque chose nous permet de le concrétiser. Nous savons tous, par exemple, que la généralisation du chômage a un effet dé-stimulant sur ceux qui, dans des conditions normales, seraient prêts à travailler. Ce groupe de ceux qu'on appelle les découragés doit être classé parmi les chômeurs, bien que les statistiques ne le fassent pas. Aussi a-t-on le droit de dire que, dans les circonstances actuelles du chômage généralisé, les chômeurs sont plus nombreux que ceux qui sont officiellement recensés.

D'autre part, le chômage n'atteint pas de la même manière tous les groupes sociaux. Il touche davantage les femmes que les hommes, freinant et presque arrêtant le processus normal d'incorporation de la femme au travail en dehors du foyer. Il touche aussi d'une manière spéciale les jeunes de moins de 25 ans, et surtout ceux qui n'ont pas atteint 19 ans ; pour ce qui est de ces groupes de jeunes, nous savons combien est grave et urgent le problème de ceux qui cherchent un premier emploi. Pour ce qui est du niveau de l'éducation, les chiffres les plus élevés du chômage concernent ceux qui ont achevé des études secondaires ou pré-universitaires. Pour ce qui est des différents secteurs d'activité, le manque de travail a spécialement frappé les zones rurales, et les conséquences les plus graves se ressentent dans les régions où le travail agricole est essentiellement saisonnier et où l'on ne peut pas profiter en général des aides au chômage. Pour ce qui est enfin de la répartition géographique, les régions où le taux de chômage est le plus élevé sont celles qui sont les plus éloignées des zones de développement (Andalousie, Estrémadure, Canaries) comme aussi, à l'extrême opposé, les lieux de plus grande concentration urbaine et industrielle, où le marché du travail représente un plus grand volume et où l'on dénote une grande proportion de travailleurs migrants venant de régions pauvres.

Cependant le chômage progresse d'une manière si impitoyable que l'on retrouve les mêmes signes dans toutes les régions. Ceux qui ont été parmi les premières victimes du chômage généralisé semblent maintenant près d'atteindre la limite du supportable. Dans le même temps on voit d'autres groupes frappés par le même mouvement, bien que ce soit avec un certain retard et non sans quelque différence. Sans doute, certains groupes peuvent-ils mieux faire face aux effets du chômage. Il n'en reste pas moins vrai que celui-ci est aujourd'hui un phénomène généralisé.

Peut-être est-ce le trait le plus nouveau et le plus alarmant : cette généralisation du chômage. Aussi, plus qu'un fait, constitue-t-il une menace. Cette double dimension nécessite une analyse différenciée.

Il est difficile de ne pas voir les conséquences du fait même du chômage sur ceux qui en sont les victimes. Ici nous passons de statistiques, qui s'expriment en milliers de personnes, à la tragédie concrète que chacune de celles-ci vit dans sa famille et dans son foyer. Les statistiques sont pourtant éloquentes en ce domaine ; des sondages font apparaître chez les chômeurs un accroissement des conflits conjugaux et familiaux, une tendance à des déviations du comportement (alcoolisme, drogues) et à une marginalisation sociale. On explique que

tout ceci est la conséquence d'une tension permanente et d'un sentiment d'inutilité que tend à engendrer une situation prolongée d'absence d'emploi.

Aussi ne suffit-il pas d'assurer une subvention de chômage, quelles qu'en soient les formes et les conditions. Il est important de trouver un moyen de pallier les effets du chômage et cela pour tous sans distinction d'âge ou de type d'activité (les travailleurs ruraux par exemple). Nous savons que ceux qui n'en bénéficient pas ou qui les ont dépensées se trouvent, au bout d'un temps plus ou moins long, une fois leurs économies épuisées, dans des situations de misère véritable. La mendicité a réapparu dans nos rues couvrant parfois des conduites véritablement frauduleuses.

Les allocations de chômage et une politique de l'emploi supposent un organisme d'Etat assez complexe avec de fréquents retards bureaucratiques, une mauvaise information des bénéficiaires, une couverture insuffisante de certains frais, des contrats frauduleux de la part des employeurs et des ouvriers. En dépit de tout cela, cette intervention de l'Etat est inévitable.

Néanmoins, même si le chômeur a la garantie d'une aide économique, jamais il ne pourra se satisfaire de sa situation et se sentira comme un être socialement inutile et un fardeau pour la société. Ce sentiment existe encore aujourd'hui, bien que commence à se développer une conception de la sécurité du chômeur comme exigence de la solidarité sociale ; il ne devrait donc pas y avoir d'humiliation pour le bénéficiaire. Un travail rémunéré est un droit de l'homme et pas seulement un moyen de survie économique.

Aussi n'est-il pas rare que l'absence d'emploi soit la source d'attitudes agressives contre la société dans son ensemble. De telles attitudes sont en partie responsables de tant de conduites d'agression ouverte contre l'entourage (vols, viols, violence, destructions gratuites, indifférence). L'explication en est simple : c'est la réaction d'êtres qui vivent implicitement rejetés par une société incapable de leur offrir la possibilité de travailler dans la dignité. C'est pourquoi ceux qui ne considèrent le chômage que comme un effet inévitable des lois fatales de l'économie, sans lien avec une dimension morale, n'ont pas le droit de condamner au nom de la morale toutes ces conduites déviantes qui naissent du chômage.

Nous disions plus haut que le chômage est aussi une menace pour ceux qui travaillent. La peur de perdre un emploi est de plus en plus fréquente. Et cela tend inévitablement à généraliser certaines conduites de défense et d'égoïsme. Pour défendre ce que l'on a (ici, un emploi), on prend tous les moyens ; on est prêt à s'attaquer aux droits de l'autre, à les fouler ouvertement au pied s'il le faut. C'est ainsi que se développent une méfiance sociale et une tendance à agir toujours en étant sur la défensive. Cette tentation d'individualisme, qui apparaît comme un manque de solidarité au sein des classes travailleuses, affaiblit la force des organisations de travailleurs quand il s'agit de défendre les droits de ceux qu'elles représentent et, au moins indirectement, contribue à augmenter l'instabilité des institutions démocratiques du pays.

Mais la situation est bien plus dramatique pour les jeunes. Non seulement au point de vue quantitatif, mais aussi qualitatif. Le fait ou la menace de ne

pas trouver de travail à la fin des études signifie pour le jeune une profonde frustration à un moment clé de sa vie : à l'heure où, enfin, il va commencer à avoir une activité productive et une autonomie économique, en un mot à l'heure où l'on va reconnaître son utilité sociale. La société l'a poussé à se préparer, mais ne lui donne ensuite aucune occasion d'exercer cette activité à laquelle il s'est préparé. Et plus il est difficile d'identifier les responsables de cette situation dramatique, plus le jeune se sent impuissant face à celle-ci. Si les conduites déviantes et socialement agressives sont fréquemment l'effet d'un chômage prolongé, cela est encore plus fréquent et plus grave chez les jeunes. Et cela tend aussi à se produire plus tôt : non seulement quand on cherche sans succès du travail, mais aussi lorsque, pendant ses années d'études, le jeune commence à perdre tout espoir de trouver un jour un travail décent. Le 'ras le bol' des jeunes a beaucoup à voir avec cette situation, même si cela n'en est pas la seule cause.

2 : LES RACINES ET CAUSES DU PROBLEME

On ne peut pas regarder comme quelque chose de conjoncturel ou de passer un problème d'une telle envergure dans nos pays, et toutes les études sur ce sujet reconnaissent que nous sommes en face d'un problème de structure qui se situe au coeur même de notre société.

En Espagne, certains ont voulu y voir une conséquence des changements politiques. Rien ne nous semble plus étranger à notre réalité et à notre histoire. Nous avons aujourd'hui conscience du fait que la croissance rapide des années 60, qui étonna le monde, s'est bâtie à partir d'une prospective qui ne pouvait que déboucher sur l'actuelle réalité à l'heure de la crise. Il y a longtemps que des cris d'alarme étaient lancés dans notre pays face aux mouvements de migration qui accompagnaient le processus du développement ; non seulement à l'intérieur de nos frontières, mais aussi vers l'Europe Centrale. Un fait aussi significatif exprime bien l'incapacité de l'Espagne à créer des emplois et à utiliser ses ressources en hommes. Mais on a préféré mettre l'accent sur notre développement, lequel apparaîtra dans l'histoire non seulement comme ayant obtenu une élévation spectaculaire du niveau de vie nationale, mais aussi comme ayant été réalisé au prix de bien des discriminations.

L'une de ces discriminations est l'option pour un déplacement hors de nos frontières d'importants contingents d'hommes, venant surtout des régions les plus pauvres. Et aujourd'hui, à l'heure où l'Europe Centrale n'a plus besoin de main d'oeuvre étrangère, les portes de l'émigration semblent définitivement fermées. On pousse même les émigrants à retourner dans leur pays d'origine. Ici encore les conduites défensives l'emportent sur le sens de la solidarité. Est-il étonnant que nos émigrants se sentent rejetés par une société qui les renvoie d'un lieu à un autre selon les circonstances jusqu'au jour -aujourd'hui- où l'on ne sait que faire d'eux ? Que dire quand ces allers et retours arrivent plusieurs fois dans la même année, comme c'est le cas pour l'émigration temporaire ?

Une autre des discriminations de notre développement fut la possibilité d'accumuler un capital pour des groupes sociaux limités. Pendant quelques années,

la mobilisation de ces capitaux a produit un haut niveau d'activité et des bénéfices pour ceux qui les possédaient. Mais aujourd'hui, quand l'espérance de profit baisse, ce capital participe peu à une réactivation ; bien plus, en certains cas, il ne craint pas de sortir de nos frontières à la recherche de profits que l'on n'obtient plus ici.

Mais il nous faut situer cette crise de notre pays dans le contexte plus large de la crise internationale : on expliquera mieux alors et on comprendra plus clairement son importance et sa gravité. Nous savons que depuis 1973 toute l'économie mondiale, et plus spécialement celle de l'Occident, est l'objet d'une crise profonde. Comme pour l'Espagne, il s'agit d'une crise des structures, parce qu'elle affecte l'organisation même de l'économie mondiale et les mécanismes de son fonctionnement. De plus, une insatisfaction est sous-jacente face à la manière dont sont répartis les richesses et les profits dans le monde en faveur des pays développés au cours des dernières décennies. Le modèle jusque là en vigueur a atteint les limites de ses possibilités, en partie à cause de sa propre dynamique engendrant des inégalités, en partie à cause de la révolte de pays producteurs de matières premières parlant au nom du Tiers-Monde.

A cet aspect social de la crise, affectant le modèle de développement au plan national et au plan mondial, il faut ajouter un aspect purement technique. Nous voulons parler du progrès technologique et spécialement des progrès de l'automation et de la robotisation, processus irréversible qui substitue inexorablement et rapidement la machine à la main d'oeuvre humaine. On ne doit pas se cacher l'importance d'un tel élément. Cela signifie qu'une simple reprise économique ne produira pas automatiquement une réduction du chômage : nous allons probablement traverser une étape d'expansion qui sera pourtant en même temps une époque de chômage très élevé. Aussi l'élimination du chômage est-elle un problème de conscience sociale dont la seule issue est la création d'un nouveau modèle de société. Nous parlerons plus loin de ce sujet, où notre apport comme jésuites peut être très significatif.

3 : LES JESUITES : SENSIBILISATION AU PROBLÈME DU CHÔMAGE

Nous n'avons pas à élaborer et proposer une analyse affinée de cette crise et de ses causes. Nous avons seulement voulu présenter une vue d'ensemble du problème, en nous appuyant sur les résultats d'études scientifiques déjà faites. Peut-être certains trouveront-ils que ce résumé dramatise trop. Nous croyons pourtant que telle est la situation et que nous ne pouvons pas fermer les yeux devant elle. Aussi le moment est-il venu de poser honnêtement une question : nous, jésuites, sommes-nous sensibilisés au problème du chômage ? Nous croyons que le degré de sensibilisation des jésuites espagnols n'est pas à la mesure du sérieux de la situation. Et ceci nous préoccupe quelque peu. Aussi cherchons-nous à approfondir les raisons de tout cela. Peut-être faut-il commencer par reconnaître que nous avons encore un long chemin à parcourir pour ce qui est de notre présence parmi les marginaux de ce monde. C'est justement parmi eux que le chômage sévit sous une forme plus directe et quotidienne. Mais il nous est difficile d'être sensible à ces problèmes en raison de notre style de vie. Les efforts qui ont été faits pour partager les biens, vivre de son travail et ne pas avoir de comptes personnels ne suffit pas. Notre vie est encore, d'une manière générale, celle de gens à l'aise.

Cette situation est souvent liée à un haut niveau d'activités, chose très positive sans doute, mais qui n'est pas exempte d'inconvénients. Parmi ceux-ci on peut citer une certaine étroitesse de nos perspectives : nous vivons tellement enfermés dans nos activités que nous avons à peine le temps de nous intéresser à autre chose. N'irions-nous pas, parfois, jusqu'à sélectionner l'information dans une crainte inconsciente de devoir réexaminer notre vie ou notre action ? C'est là chose humaine ; mais nous devrions être en garde contre cela.

D'autre part, d'une manière générale, le chômage a peu d'incidences sur la vie des jésuites, comme éventualité ou comme menace. Cela peut aussi être l'une des raisons de notre peu de sensibilité face à ce problème. Assurément le chômage atteint indirectement, par exemple, des membres de notre famille ou de notre entourage apostolique. Le contact avec ces personnes ne peut pas nous laisser indifférents ; et en approchant leurs problèmes, nous commencerons à comprendre le drame de milliers de nos contemporains. La solidarité chrétienne et la suite du Christ n'exigent-elle pas une attention spéciale à cette forme moderne de la pauvreté et de la marginalisation qu'est le chômage ? (4).

Ce peu de sensibilisation des jésuites au chômage peut aussi s'expliquer par le sentiment de notre impuissance à résoudre le problème, en même temps parfois qu'une certaine méfiance face à tout ce qui a une résonance politique ou subversive. De toute manière, il s'agit de quelque chose qui dépasse complètement nos forces et notre compétence. Et ceci, très certainement, peut aussi prêter à équivoque. Effectivement, il n'est ni de notre capacité, ni de notre mission, de donner des solutions techniques à la crise économique et au chômage. Mais il ne s'ensuit pas que nos tâches apostoliques ne doivent pas être marquées par la crise que nous traversons. En effet, la crise n'est pas seulement un problème technique ; c'est un problème qui affecte l'homme et la société à laquelle nous appartenons : un problème qui met en question le modèle de l'homme et de la société actuellement en vigueur. C'est seulement en assumant cette crise avec ses conséquences - en tant que facteurs constitutifs de la vie des hommes à qui s'adresse le message du Christ que nous devons nous-mêmes annoncer - que nous serons fidèles à la mission qui nous a été confiée. C'est là une autre dimension de notre effort pour la promotion de la justice comme exigence du service de la foi et comme dimension constitutive de la mission de l'Eglise (5).

4 : AU SEUIL D'UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ

Il nous est donc nécessaire d'approfondir la crise qui engendre le chômage et d'en découvrir la source ultime. C'est ici que se situe notre contribution spécifique comme jésuites, d'autant plus valable qu'elle pourra orienter et stimuler d'autres qui, en fonction de leurs qualifications, recherchent des solutions techniques au problème. Ceux-ci ne sont pas ou ne peuvent pas être neutres : d'où l'importance de notre contribution, puisqu'elle donne un sens et une perspective au travail complexe des techniciens et des spécialistes.

Avant tout, la crise a montré clairement que le travail a commencé à être une possibilité rare. Ceci est un phénomène entièrement nouveau dans la récente histoire de la civilisation occidentale. Cela nous a pris de court, parce que

nous étions habitués à une situation dans laquelle quiconque le veut peut, sans difficulté, travailler, une situation dans laquelle le travail est une possibilité abondante. Mais il n'en est plus ainsi aujourd'hui. Et lorsque quelque chose cesse d'être abondant et devient rare, il nous faut affronter le problème de sa distribution si nous n'acceptons pas la loi du plus fort. L'histoire a beaucoup à nous apprendre ici en nous montrant comment une institution sociale tend à réagir avec retard à de tels problèmes. Pouvons-nous, nous, jésuites, en tant que chrétiens engagés ayant une espérance, prendre une position prophétique pour influencer sur le cours normal des événements ? En distinguant soigneusement les signes de notre temps, nous pourrions être une voix critique pour une société trop conditionnée par une inertie historique. Nous ferions cela non pas dans un désir de dominer ou de remplacer les responsables de la vie publique, mais en raison de notre fidélité au message de Jésus qui nous invite à être la lumière du monde et à éclairer l'avenir de l'humanité.

Quand on commence à remettre en question le présent, les pratiques qu'une société a jusque là acceptées commencent à être justement critiquées. Nous nous référons ici à la pratique des heures supplémentaires, des emplois multiples, etc. De telles pratiques sont fondées sur le pré-supposé tacite que l'on ne prive par là personne de travail. Il n'en est pas ainsi aujourd'hui, et c'est pour cela que la conscience sociale est en train de changer à ce sujet.

Cette autre manière de considérer les traits caractéristiques de notre époque nous aide à découvrir des changements profonds dont nous sentons la présence. On a dit que nous étions au seuil d'une nouvelle ère historique. D'autres, moins optimistes, tiennent que nous sommes les témoins d'un écroulement de toute une étape dans le développement humain. Vivre le regard tourné vers l'avenir fait partie de notre vocation. A ce moment précis de l'histoire, nous pensons que notre mission de proclamer un monde nouveau et meilleur est plus nécessaire que jamais, tout en reconnaissant qu'aucune réalisation humaine ne sera jamais parfaite et que nous devons ne pas la confondre avec l'utopie du Royaume.

En partant des orientations des deux dernières Congrégations Générales et au prix d'un discernement sérieux, nous tentons de décrire quelques-uns des traits de cette société nouvelle qui s'annonce et à la construction de laquelle nous devons nous engager en tant que religieux et en tant que prêtres (6). Les attitudes et les valeurs que nous décrirons, en les opposant aux autres courants de notre monde, proposent une image de l'homme et de la société que nous nous sentons invités par Dieu à réaliser, si nous écoutons cette voix qui résonne mystérieusement dans les événements de l'histoire.

Face à l'appétit sans fin de consommation, si caractéristique du monde capitaliste occidental, nous pressentons la nécessité d'un nouveau type d'homme, sobre et austère, capable de ne pas mettre son bonheur dans l'accumulation d'objets de consommation et dans des dépenses continuelles et croissantes. Une société qui sera moins centrée sur la consommation sera à la fois une société plus juste et plus égalitaire ; elle pourrait consacrer une plus grande partie de ses ressources à répondre aux nécessités sociales et aux besoins des groupes plus marginaux.

Face au mercantilisme de notre monde, nous espérons pouvoir retrouver à l'avenir un type d'homme capable de vivre sa plénitude humaine dans une atmosphère de gratuité. Aujourd'hui tout s'achète et se vend, tout a un prix, même les biens que l'on n'a jamais conçus pour être des objets à vendre. Aussi l'homme moderne tend-il à être un homme intéressé, cherchant toujours une compensation pour toute chose. Cette attitude fait disparaître la gratuité comme vraie valeur et oublie que savoir donner et savoir recevoir sont deux expériences profondément humaines et humanisantes.

Face à une compétition généralisée comme norme des relations sociales, nous ne concevons la société de demain que fondée sur la solidarité. Nous constatons aujourd'hui combien des attitudes de compétition aboutissent souvent à des actions ouvertement agressives. Ceci arrive surtout lorsque la rareté est particulièrement écrasante. Après une décennie d'optimisme, caractérisée par l'abondance et le gâchis, la rareté des choses fait de nouveau partie inéluctable de la vie sociale et économique. Aussi la solidarité s'impose-t-elle avec une urgence renouvelée (?).

Face à une société où les personnes vivent chaque jour les conséquences d'un travail excessif et l'impérieuse nécessité de se reposer pour retrouver des forces, nous croyons apercevoir une nouvelle société caractérisée par des loisirs croissants. Si aujourd'hui le repos est, pour la majorité de nos contemporains, un temps où l'on ne travaille pas pour pouvoir continuer à travailler, le temps libre, à l'avenir, non seulement sera plus abondant, mais il se changera davantage en un espace autonome pour d'autres activités authentiquement humaines. Ce qui est pour l'instant la conséquence d'une raréfaction du travail finira par se changer en une source de nouvelles possibilités pour l'homme de demain.

Tout ceci n'est qu'une nouvelle version de l'éternel dilemme entre l'être et l'avoir. Si c'est fondamentalement un problème pour les hommes de tous les temps, c'est aujourd'hui l'une des nouvelles caractéristiques et une urgence spéciale en raison de la situation de chômage généralisé et de crise dans laquelle nous nous débattons. Comprendons donc que ce qui est en jeu aujourd'hui est quelque chose qui va bien plus loin que des éléments superficiels ou accidentels de notre société.

5 : QUE POUVONS-NOUS FAIRE COMME JESUITES ?

Tout ce que nous venons de dire au sujet de cette nouvelle société que nous entrevoyons ne doit pas être interprété comme un volontarisme à outrance. Nous avons seulement voulu souligner comment la société actuelle elle-même nous suggère dans quel sens nous pouvons orienter l'avenir. Mais il ne s'agit pas non plus de nous laisser aller à une nouvelle forme de déterminisme historique. C'est l'histoire même qui nous parle et nous interpelle, qui nous lance un défi au nom de Dieu même, afin que nous assumions comme personne humaine le rôle qu'il nous faut prendre face à un avenir à construire. Le chemin n'est évidemment pas facile, ni le but à portée de la main. Lorsque nous parlons d'attitudes nouvelles, nous pensons au patient travail de graines semées qui ne donneront leur fruit que bien après notre propre génération. Nous collaborerons ainsi

à la construction de l'avenir de l'humanité et, engagés de cette manière dans le mouvement de l'histoire, nous serons les témoins anticipés du Royaume que Dieu nous a promis pour la fin des temps.

Il y a différents niveaux dans notre vie personnelle, communautaire et apostolique où nous devons affronter les problèmes que nous avons analysés. L'authenticité de notre réponse à Dieu exige que nous répondions à cette volonté que nous nous efforçons de discerner à travers les signes des temps. Aussi voulons-nous passer maintenant en revue quelques-uns des domaines dans lesquels, en toute humilité, nous pensons pouvoir apporter notre contribution spécifique de jésuites.

1) Sensibilisation personnelle et communautaire

Nous avons déjà signalé combien nous, jésuites, sommes, en général, assez indifférents à tous ces problèmes. Aussi, en premier lieu, un effort d'information et d'étude est-il nécessaire ; mais surtout un effort de solidarité effective avec cette version moderne de la marginalisation sociale (8). C'est là quelque chose que nous devons examiner en toute honnêteté en tant qu'individu et que communauté, et qu'il nous faut, de plus, traduire en gestes concrets. Parmi ces gestes on pourrait citer : une contribution financière au fond de lutte contre le chômage que la Caritas espagnole a organisé à la demande de la Conférence des Evêques, ou à certains des organismes de solidarité contre le chômage existant dans divers diocèses et animés par des groupes chrétiens ; des aides sporadiques mais suffisamment sérieuses à des chômeurs sans allocation de chômage, etc.

Il faut s'assurer que ces actions soient de vrais gestes de solidarité, en examinant quelles en sont les répercussions réelles sur notre niveau de vie personnelle et communautaire. Il faudrait aussi éviter que cela se fasse d'une manière bureaucratique et en marge des communautés. Il serait souhaitable que l'on tienne explicitement compte du chômage et de ses séquelles sociales au moment où nous programmons nos voyages, nos vacances, nos fêtes, etc. (9).

2) Notre politique de l'emploi

Bien que cela puisse en choquer certains, nous devons reconnaître que la Compagnie en Espagne emploie directement ou indirectement plus de 5.000 personnes sans compter les jésuites eux-mêmes. Nous ne pouvons donc pas éluder un examen de nos critères pour engager, renvoyer ou établir les conditions de travail pour ceux que nous employons dans nos oeuvres. A ce sujet, nous proposons les suggestions suivantes :

- Ne pas renvoyer facilement nos employés, en nous opposant très fermement à l'éventualité d'un renvoi.
- Nous engager dans une politique visant à supprimer à la fois le surem-ploi et les heures supplémentaires.

- Encourager les retraites anticipées et progressives, toujours conformément à un volontariat, et proposer les postes ainsi libérés à des travailleurs sans emploi.
- Chercher comment raccourcir la semaine de travail pour créer des emplois.
- Multiplier les emplois à mi-temps, en plus des emplois à plein-temps, en profitant des aides prévues par l'administration dans ces cas.
- En engageant du personnel, choisir toujours les groupes particulièrement objet de discrimination, comme les jeunes et les femmes.
- Freiner dans nos oeuvres le processus de mécanisation et d'automatisation se substituant à la main d'oeuvre.
- Ne pas profiter de l'abondance de la main d'oeuvre bon marché et du marché noir du travail pour passer des contrats qui lèsent la justice.

Tout en reconnaissant que nos possibilités en ce domaine sont très réduites, nous ne pouvons pas éluder nos responsabilités ni oublier le témoignage de telles attitudes en lien avec d'autres activités plus spécifiquement nôtres.

3) Sensibilisation de la société

Il nous faut reconnaître ici avec humilité et réalisme l'influence que nous avons dans notre monde. Il est vrai que nous n'atteignons pas tous les milieux ni toutes les personnes. Mais nombreux sont ceux qui écoutent nos prédications, suivent nos cours, viennent à nos confessionnaux et à nos parloirs, lisent nos publications, se forment dans nos Centres, entrent en contact avec nous par les moyens de communication sociale, vivent avec nous à l'occasion d'un travail professionnel ou d'organisation civile, etc. Si nous faisons nôtre l'engagement de sensibiliser ceux qui nous entourent, notre contribution à la vie de la société ne sera pas négligeable. De plus, nous devrions présenter dans cet engagement, autant que possible, la lutte contre le chômage comme une exigence de notre foi chrétienne (10).

Mais cela ne suffit pas; nous devons aussi envisager quelques actions plus concrètes, comme les suivantes :

- Encourager les gens à se montrer généreux avec les chômeurs n'ayant pas d'allocations.
- Organiser dans nos églises des quêtes pour les chômeurs.
- Entrer en étroit contact avec les groupes de chômeurs, leur donnant des facilités pour parler et informer au sein de nos oeuvres et en usant de nos programmes d'action.
- Créer, si possible, dans certaines de nos oeuvres des bourses de travail facilitant l'information.

- Ouvrir socialement le plus possible nos installations sportives, nos bibliothèques, nos espaces verts, etc. pour remédier, par cet usage collectif des biens, aux effets de la crise économique sur les personnes.

Nous ne pouvons pas non plus éluder d'autres activités à plus long terme. En voici quelques-unes, à titre d'exemples :

- Travailler à créer une mentalité sans discrimination concernant la femme, alors que professionnellement le chômage la discrimine particulièrement.
- Promouvoir une mentalité de paternité moralement responsable conformément à la doctrine de l'Eglise, en ayant pour but d'éviter une croissance démographique excessive qui rend plus aigu le problème.
- Dénoncer prophétiquement l'injustice fondamentale d'un système qui tend à produire des riches de plus en plus riches au prix de pauvres de plus en plus pauvres (11), surtout quand on permet que les effets de la crise frappent toujours les plus faibles ; et accepter en agissant ainsi l'hostilité, la perte de la réputation et les autres dommages que cette attitude peut nous valoir.
- Aider les chrétiens avec qui nous travaillons à prendre un engagement social, syndical ou politique, permettant d'unir ses efforts à ceux des autres pour la justice, la solidarité et un nouveau modèle de société.

Dans le domaine de l'éducation, à tous les niveaux, notre responsabilité prend une forme particulière. Nous reviendrons plus tard sur quelques aspects fondamentaux. Nous voulons seulement ici suggérer quelques activités concrètes que l'on pourrait ajouter à celles qui sont énumérées plus haut :

- Insister suffisamment, surtout dans nos écoles professionnelles, sur la formation générale face à une formation spécialisée, en mettant l'accent dans les programmes d'éducation sur tout ce qui permet d'éviter la division, actuellement tellement accentuée, entre formation intellectuelle et formation pratique : on augmentera ainsi la souplesse et la possibilité d'adaptation du travailleur à une nouvelle forme de travail.
- Au moment de l'orientation professionnelle, donner à nos élèves les informations sur les professions pouvant offrir plus d'emplois et sur celles où il y a le plus de spécialistes en chômage.
- Etre attentifs, dans nos établissements, aux effets que peuvent avoir sur nos élèves l'attente du chômage ou une éventuelle perte d'emploi dans une famille, comme aussi aux comportements qui peuvent naître de tout cela.
- Encourager une scolarité volontaire au-delà de la période de scolarité obligée, mais en veillant à ce que les élèves qui agissent ainsi le fassent vraiment motivés, et non pas pour prolonger indéfiniment une situation qui n'a pas de sens.

- Organiser des cours de formation permanente et de recyclage pour la transformation des chômeurs en travailleurs autonomes.
- Prévoir la possibilité d'utiliser nos installations scolaires, après l'heure normale de fonctionnement, pour des centres d'éducation et de culture des adultes, ou bien pour des centres d'activités, spécialement en faveur d'une formation professionnelle et afin que le temps laissé libre par l'emploi soit occupé à des activités plus humanisantes.
- Faire connaître la nature, le fonctionnement et les avantages des coopératives, envisagées comme solution réalisable pour des groupes de travailleurs indépendants.

Nos centres d'enseignement supérieur d'économie et des affaires méritent une mention spéciale pour tout ce qu'ils peuvent faire aux plans technique et humain dans la lutte contre le chômage. Il est indubitable que, dans les circonstances présentes, ces centres ne répondraient pas à la fin spécifique pour laquelle la Compagnie les a créés et les maintient s'ils ne consacraient pas une partie importante de leurs ressources à la recherche et à l'enseignement concernant ce domaine. On peut dire presque la même chose de nos revues, chacune selon son orientation spécifique, et d'autres moyens de communication sociale dont nous disposons.

Dans cette ligne, nos facultés et nos centres de théologie ont un rôle propre à jouer, qui est d'éclairer tous ces problèmes à la lumière de la foi chrétienne. Ces institutions doivent aussi stimuler et clarifier la participation et les engagements de tous les jésuites en ce domaine.

4) Collaboration avec les autres institutions

Le problème du chômage avec toutes ses conséquences est aujourd'hui si sérieux que sont innombrables les institutions religieuses ou non, qui s'en sont préoccupées. Avant de projeter nos actions à venir, il convient que nous sachions les initiatives des autres et puissions étudier la possibilité de collaborer avec elles. Il arrive fréquemment que la dispersion d'actions nuise à l'efficacité de toutes. Nous sommes actuellement face à une occasion magnifique d'unir nos efforts à ceux des autres pour travailler ensemble à une tâche si importante.

Il se peut que, de toutes les initiatives mises sur pied en Espagne, celle de Caritas Nacional soit la plus complète. Non seulement il s'agit d'une oeuvre de l'Eglise, explicitement prise en charge par la Conférence des Evêques, mais encore elle comporte un programme et des infra-structures au plan diocésain ou au plan national où notre collaboration sera toujours la bienvenue. Nos communautés sont-elles informées de ce que fait Caritas ? Nous préoccuons-nous d'être présents dans ces initiatives et d'offrir notre collaboration ?

5) Faire un nouveau modèle d'homme et de société

Peut-être est-ce ici que pourrait se situer notre contribution la plus spécifique, comme nous l'avons plusieurs fois suggéré au long de ces pages. Par toutes nos activités, nous transmettons sans cesse des valeurs déterminées. Nous le faisons bien souvent inconsciemment, et ce sera probablement alors que cette transmission sera la plus efficace, parce que nous communiquerons ce que nous vivons et ce qui est enraciné en nous.

Ce fait nous oblige à réfléchir sincèrement aux valeurs que nous vivons aux plans personnel, communautaire et même institutionnel. Nos paroles ne serviront à rien si elles se trouvent ensuite contredites par notre manière d'être la plus spontanée. Et il nous faut confesser que fréquemment le témoignage de notre vie ne soutient pas ce que nous disons ou prêchons.

Quelles valeurs transmettons-nous ? Cette question devrait presque nous obséder. Que de fois l'urgence et l'accumulation des tâches nous imposent de prendre du recul pour évaluer nos motivations et nos désirs les plus profonds ! Transmettons-nous la solidarité, la gratuité, la sobriété, la générosité, la disponibilité, l'ouverture de cœur ?

Tout ceci est moins concret ; cela n'en est pas moins important ; notre mission en dépend. Transmettons-nous toutes ces valeurs en ayant conscience de former l'homme d'une nouvelle société ? Vivons-nous avec l'espérance d'une telle société, ou préférons-nous nous laisser porter par la routine de ce qui est déjà connu et expérimenté ?

Le vieillissement de la Compagnie en Espagne peut être un autre facteur contribuant à l'immobilisme, au manque de dynamisme, à un certain conservatisme dans la vie. Sommes-nous prêts à relever, en dépit de nos années, ce défi d'annoncer un monde nouveau, de travailler inlassablement à le réaliser ?

Tout ceci a naturellement une incidence spéciale sur nos œuvres d'éducation. Cela nous demande de réviser profondément nos attitudes comme celle des laïcs travaillant avec nous. Il faut mentionner ici spécialement nos centres universitaires, où bien souvent la formation technique prend une telle importance qu'elle risque d'écraser la capacité critique des étudiants. Nous ne pouvons pas nous contenter de former de bons techniciens ; il faut avant tout nous interroger sur la qualité humaine de ces promotions qui passent par nos salles de cours : nos étudiants sont-ils capables de prendre un recul critique face à la société dans laquelle ils auront probablement à prendre des postes de responsabilité sociale, face aussi aux disciplines qu'ils étudient ? Sommes-nous sûrs qu'ils seront de vrais agents et promoteurs du changement ? (12).

Conclusion

La tâche à laquelle nous sommes appelés comme jésuites est énorme. On ne nous demande pas d'abord de prendre de nouvelles activités, mais d'intégrer ces problèmes urgents et complexes à notre travail de chaque jour. Nous serons ainsi

fidèles à l'option décisive de la Compagnie prise lors de notre dernière Congrégation Générale : le service de la foi et la promotion de la justice ne doivent pas être simplement pour nous un ministère parmi d'autres. Ce doit être l'élément intégrateur qui unifie tous nos ministères (13).

Ce à quoi nous sommes appelés est de traduire dans notre pays ce qu'est la promotion de la justice. Et cette tâche passe indiscutablement aujourd'hui par un engagement sérieux dans la lutte contre le chômage et dans la construction d'une nouvelle société qui ne permette plus à l'avenir de telles injustices structurelles.

Madrid, septembre 1982.

NOTES

- (1) Cf "Ecclesia", n.2056, pp. 1528-1530.
- (2) Décret 4, n.2
- (3) Cf Allocution de Jean Paul II (27 février 1982) p.8 ; annexe de la lettre du Délégué du Saint Père (25 mars 1982), n.8.
- (4) "Les 'pauvres' apparaissent sous bien des aspects ; ils apparaissent en des lieux divers et à divers moments ; ils apparaissent en de nombreux cas comme un résultat de la violation de la dignité du travail humain ; soit parce que les possibilités du travail humain sont limitées - c'est la plaie du chômage -, soit parce qu'on mésestime la valeur du travail et des droits qui en proviennent" (Jean Paul II, *Laborem exercens*, n.8).
- (5) Synode des Evêques de 1971, *La justice dans le monde*, Introduction. Cf AAS 63 (1971) 923.
- (6) Aussi bien le Souverain Pontife que son Délégué auprès de la Compagnie ont récemment insisté sur la nécessité de "ne pas confondre les tâches propres des prêtres avec celles qui sont propres aux laïcs". Parmi celles qui concernent le prêtre dans les domaines économique, social et politique, on mentionne en premier lieu "éduquer à la justice". (Cf Appendice à la lettre du Délégué du Souverain Pontife, n.1).
- (7) "La solidarité est la clef du problème de l'emploi. Je l'affirme avec force, aussi bien au plan national qu'au plan international, la solution positive de l'emploi, et de l'emploi des jeunes en particulier, suppose une grande solidarité de l'ensemble de la population et de l'ensemble des peuples : que chacun collabore à mettre en pratique programmes et accords visant à faire en sorte que la politique économique et la politique sociale soient une expression tangible de la solidarité, que tous collaborent à la constitution des structures appropriées, économiques, techniques, politiques et financières qu'exige indiscutablement la création d'un nouvel ordre social de solidarité".
- (8) "Pour réaliser la justice sociale..., il faut toujours qu'il y ait de nouveaux mouvements de solidarité des travailleurs et de solidarité avec les travailleurs. Une telle solidarité doit toujours exister là où l'exigent

la dégradation sociale du sujet du travail, l'exploitation des travailleurs et les zones croissantes de misère et même de faim. L'Eglise est vivement engagée dans cette cause..., de manière à être vraiment l'Eglise des pauvres'" (Jean Paul II, Laborem exercens, n.8).

- (9) "Ce ne serait être ni chrétien, ni humain que, dans les temps difficiles de crise économique et de chômage important, de voir ceux qui sont à l'abri de tels problèmes garder une manière de vivre toute d'ostentation, de luxe et de consommation à outrance, vie qui constitue une offense pour tant de familles" (Lettre du Secrétaire d'Etat à la 32ème Semaine Sociale d'Espagne, mars 1982).
- (10) "Notre principale contribution spécifique comme prêtres à la promotion de la justice consiste davantage à aider les hommes à intérioriser l'esprit du Christ et à reconnaître les droits et responsabilités réciproques qui nous lient les uns aux autres plutôt qu'à promouvoir les moyens plus techniques qu'un tel esprit requiert pour pouvoir mettre en pratique ce qu'exige la justice" (Père Arrupe, La identidad del Jesuita en nuestros tiempos, p.659).
- (11) Jean Paul II à Puebla; AAS 71 (1979) 201.
- (12) Cf Discours du Père Arrupe au Congrès des Anciens élèves de la Compagnie de Jésus, Valence, 1973.
- (13) Décret 2, n.9.

.....

 REUNION A JIUTEPEC

Du 25 au 31 juillet, une quarantaine de jésuites travaillant dans diverses sortes d'apostolat social de l'Assistance d'Amérique Latine Septentrionale se sont réunis à Jiutepec, près de Cuernavaca au Mexique, pour réfléchir en profondeur sur leur propre histoire. Il n'y eut ni résolution ni déclaration finales, mais on fut d'accord pour transmettre un simple rapport de ce qui avait été vécu lors de la réunion. Nous donnons ce rapport en entier en raison de son importance et en hommage aussi à une Assistance qui s'est engagée avec tant de générosité et de courage dans la promotion de la justice.

.....

1 : ORIGINE ET OBJECTIFS

En 1981, après avoir visité l'Assistance, Jorge Julio Mejía, Coordinateur de l'Apostolat Social, pensa qu'il serait utile de réunir tous les groupes qui travaillaient dans les banlieues et dans la campagne conjointement avec les Centres d'Action Sociale et les Centres de Réflexion Théologique. Il soumit l'idée aux Provinciaux qui l'approuvèrent et se chargea, avec le Centre de Réflexion Théologique de Mexico, d'organiser et de convoquer cette réunion.

Bien des choses s'étaient passées en Amérique Latine au cours des dernières années. Au sein de l'Eglise et de la Compagnie : Vatican II, Medellín, Puebla, la 32e Congrégation Générale. Dans nos pays un développement historique tourmenté, avec des signes d'espérance et de désolation : le Chili, le Nicaragua, l'Amérique Centrale, le Cono Sur furent pour tous des objets d'interrogations, de suggestions, d'enseignements historiques. Mais surtout, on avait dû avancer dans la ligne de la foi et de la justice ; il était nécessaire de systématiser ceci et d'y réfléchir entre jésuites.

La lettre de convocation du 5 octobre 1981 disait : *Nous pensons que le temps est venu de faire ensemble un bilan de ce que plus de 10 années d'expérience et de réflexion ont apporté au peuple, à l'Eglise, à la Compagnie, à nos communautés et à nous-mêmes. Nous pensons que ce bilan peut être une sorte de lecture ignatienne de notre histoire afin de trouver en définitive notre expérience de Dieu et comment nous avons expérimenté cette histoire comme une histoire du salut. On demanda à chaque groupe d'écrire un récit de son histoire à la lumière de la foi. De là naîtraient les principaux points sur lesquels il y aurait à réfléchir.*

2 : PARTICIPANTS ET PROCEDURE

Dans l'impossibilité d'énumérer tous les groupes qui ont participé, nous donnons ci-dessous quelques indications générales. Il y avait des représentants du Mexique, du Vénézuéla, de Colombie, du Nicaragua, du Salvador, du Guatemala, de Saint-Domingue, du Honduras, du Pérou, du Brésil, de Porto Rico, d'Haïti, de Bolivie, de l'Equateur. Le Président et le Vice-Président de la Conférence des Provinciaux, les Provinciaux du Mexique et le Père Jean-Yves Calvez, Assistant du Père Général, participèrent à la réunion. On proposa 30 récits. Les types d'expériences étaient très divers : les Centres de Recherche et d'Action Sociale (CIAS) ; les Centres de Réflexion Théologique ; des oeuvres de promotion sociale en différents secteurs : paysans, coopératives, bidonvilles, des paroisses urbaines et rurales ; les moyens de communication populaire ; la formation des jésuites.

Il est difficile de résumer la richesse de ces huit jours de communion, de réflexion, de prière, d'examen et de discernement. On pensa au début rédiger un document. L'expérience nous montra que nous aurions écrit toute une histoire avec nos vies ; une histoire pleine de complexités, de réalisations, d'erreurs, d'incertitudes, de problèmes et d'espérance ; mais les conditions n'étaient pas réunies pour élaborer un tel document. Aussi avons-nous décidé de garder ce que nous avons écrit comme matériel de travail pour notre réflexion ultérieure et de ne faire connaître que ce que nous avons vécu ensemble.

Nous avons passé un jour et demi à lire les récits des différents groupes. Au cours de cette lecture, nous avons tous expérimenté un profond sentiment de communion, en une même manière de faire vécue de différentes façons et en des circonstances diverses, un sentiment de consolation et de réflexion devant la sincérité avec laquelle chacun a examiné son itinéraire ; nous avons senti qu'à travers la vie que nous faisaient connaître ces écrits se voyait Dieu à l'oeuvre en chacun de nous.

3 : ELEMENTS COMMUNS

Après cette lecture nous avons essayé de faire une synthèse des éléments communs : animés par notre foi et stimulés par l'Eglise et par la Compagnie, nous nous sommes lancés dans cette aventure. L'irruption des pauvres dans nos vies, la découverte de ceux-ci par une insertion, des recherches, le travail avec eux, - tout cela a produit en nous tous une rupture. De nouvelles alternatives et de nouveaux horizons se sont ouverts. Nous avons fait nos premiers pas en nous plongeant dans le courant historique de libération de nos pays, et nous avons rencontré des idéaux et des projets qui ne naissaient pas de la foi chrétienne. L'expérience viscérale de l'injustice et de l'oppression du pauvre, l'enthousiasme pour de nouveaux projets de société ont nourri en nous l'utopie de la transformation et d'un changement collectif qui contrastait énormément avec les limites de nos moyens et la pauvreté de notre pouvoir. Notre théologie, notre spiritualité, notre vie de communauté, les relations avec l'Eglise et la Compagnie furent l'objet d'une douloureuse remise en question.

En même temps, nous avons commencé à sentir les effets de la répression d'un système qui considère comme subversive toute action de foi en faveur de l'opprimé. Nous nous sommes dépouillés de l'attitude triomphaliste de protagonistes et nous sommes passés au rôle difficile de serviteurs du peuple. Apprendre cette manière d'être pauvre nous a beaucoup coûté. Dans des situations difficiles d'un travail excessif, de tension continue, notre résistance psychologique a été mise à l'épreuve. Mais nous avons maintenant une place reconnue parmi les forces qui cherchent à changer les structures et nous pouvons parler sans complexe d'infériorité. Notre identité s'est recherchée dans un équilibre entre l'humain, le social, le chrétien et le sacerdotal. Nous nous sentons maintenant capables de rendre raison de notre espérance face aux incroyants qui cheminent avec nous et face aux aspirations d'un peuple qui cherche de nouveaux horizons. Humblement, mais de plus en plus efficacement, non seulement nous avons voulu être la voix des sans-voix, mais nous avons travaillé à ce que les pauvres puissent parler et être les agents de leur libération. Ce peuple, pauvre, simple, croyant et exploité, nous a évangélisés, nous a appris la patience historique de quiconque n'a pas l'habitude de se hâter comme ceux qui se croient responsables des changements en raison de leur formation ou de leur pouvoir. Nous avons appris d'eux qu'une synthèse entre foi et justice se réalise dans la vie, dans la pratique d'un amour qui s'engage, que c'est là un don et quelque chose que l'on doit sans cesse acquérir.

Cette rupture et notre inexpérience devant ce qui était complètement nouveau ont fait naître de nombreux problèmes. Comme nous le dit la Congrégation Générale, nous nous sentons pécheurs. Dans tous les récits, on retrouve une sincère reconnaissance des fautes que nous avons commises, avec le sentiment qu'il faut que la force de Dieu nous assiste au milieu de nos faiblesses et de nos tentations. Dans le même temps, nous constatons qu'un processus de discernement continu est indispensable pour que, dans les circonstances ambiguës où nous nous mouvons, nous puissions nous faire disponibles et abandonner les mauvaises inclinations et les désirs qui arrêtent l'action de Dieu dans notre action. Nous pensons que se perpétue en nous le charisme ignatien dans un apostolat de frontière qui, par sa nature, nous place face à de nombreux problèmes et exige de nous que nous soyons contemplatifs dans l'action, que nous soyons des hommes qui ont le sens vrai de l'Eglise, membres du corps de la Compagnie qui nous envoie en mission pour construire le Royaume.

Après cette première période de prise de contact avec les pauvres, nous sommes entrés dans une période de maturation. La réalité sociale est venue tempérer notre idéalisme; la réflexion et la prière nous ont aidés à nous resituer au sein de l'Eglise et de la Compagnie. Le pouvoir de Dieu et notre réponse à son appel nous ont permis d'arriver à une intégration du service de la foi et de la promotion de la justice et ont consolidé notre identité de jésuites et de prêtres.

4 : PROJETS ET THEMES

Nous avons découvert un projet commun, en dépit de la diversité des expériences et des situations. L'histoire de notre peuple étant la même, nous-mêmes

nous situant au sein de cette histoire, Dieu enfin parlant dans les événements, il n'est pas surprenant qu'il en soit ainsi. Du moins avons-nous pu le constater en nous communiquant nos expériences.

Nous cherchons tous une nouvelle société de fraternité, de justice, de paix et d'amour qui se construise en s'appuyant sur ce qu'aiment et cherchent les pauvres et dans laquelle le peuple soit le sujet de son histoire. Nous aspirons tous à participer à la rénovation d'une Eglise qui a opté pour les pauvres, qui est service, amour effectif, en vue de construire le Royaume. Nous désirons tous suivre le Christ dans ce processus et oeuvrer dans la société à la manière même de Jésus.

Cependant il nous reste beaucoup à faire. Nous l'avons précisé en quelques points importants : spiritualité, politique, identité sacerdotale et jésuite, religion populaire, rapports avec l'Eglise, rapports avec la Compagnie. Nous nous sommes répartis en groupes et avons tenté de faire un examen pratique et une révision de vie portant sur les réalisations, les manques, les problèmes, les solutions en chacun de ces 6 domaines. Les résultats du travail de chaque groupe furent communiqués aux autres lors de tables rondes. Nous avons passé à cela les trois derniers jours de notre rencontre.

Nous avons terminé avec une concélébration le jour de la saint Ignace.

5 : EFFETS ET RESULTATS

Pendant toute la rencontre, nous avons vécu dans une atmosphère d'*amis dans le Seigneur*, particulièrement facilitée par les jésuites mexicains qui ont un don particulier d'accueil et de fraternité. Le sérieux de profondes réflexions théologiques, sociologiques, économiques, anthropologiques fut accompagné de jeux dans la piscine, de plaisanteries et de bonne humeur. Le mélange d'intellectuels et d'hommes d'action a permis une synthèse entre théorie et pratique, expérience vécue et systématisation. Les célébrations eucharistiques furent pour nous l'occasion d'exprimer nos actions de grâce et nos demandes.

Je crois que nous avons tous senti la présence spirituelle de deux invités qui n'étaient pas là. La première fut celle de notre peuple ; ce peuple qui, pour nous, est fait de visages concrets ; ce peuple qui souffre, qui croit, qui espère, qui partage, qui lutte, qui meurt, qui est torturé, qui sait rire et chanter ; ce peuple qui est le centre de notre travail, qui est le membre indispensable de notre communauté, de nos plans, de notre théologie et de notre spiritualité ; ce peuple au service duquel nous sommes. La seconde présence fut celle de notre Père Général, le Père Pedro Arrupe, qui nous a encouragés à ce travail, nous a accompagnés, nous a fraternellement admonestés, qui nous a sans cesse rappelé la nécessité d'intégrer foi et justice dans l'amour et de maintenir sans cesse prière et discernement en communion avec l'Eglise et la mission de la Compagnie. Depuis son lit de malade à Rome nous avons senti vivre en nous le dynamisme de son esprit.

Nous nous sommes séparés *encouragés dans le Seigneur* avec une foule de choses à partager avec nos communautés, à poursuivre et auxquelles réfléchir. Nous rappelant les phrases prononcées par d'autres nous pouvons dire : *Voyageur, il n'y a pas de chemin. Le chemin se fait en marchant.* Nous avons fait beaucoup de chemin, il nous en reste beaucoup à faire. *La lutte est longue, commençons-la maintenant.* Nous avons lutté, nous sommes arrivés à quelque chose. Nous devons nous armer de la patience historique des pauvres pour continuer.

Au cours de ce chemin et de cette lutte, nous sommes convaincus que le Seigneur est avec nous, que nous suivons le chemin de l'Evangile, de l'Eglise et de la Compagnie. Nous nous sentons davantage chrétiens, davantage prêtres, davantage jésuites. Nous espérons que nos frères dans l'Eglise et dans la Compagnie nous accompagneront sur cette route afin qu'ensemble, avec des charismes, des travaux et des lieux différents, nous travaillions à construire le Royaume de Dieu.

 NOUVELLES

FORMATION A LA JUSTICE

La formation à la justice selon le Décret 4 : tel fut le thème de la rencontre bi-annuelle des jésuites européens responsables de la formation. Il avait été adopté à la demande des Provinciaux Européens qui avaient spécifié :

Les Pères Provinciaux ont estimé que la formation à la justice est un thème assurément important (cf 32e CG, Décret 4), mais qui doit être bien défini si l'on veut éviter d'en rester à de vagues généralités. La question est de savoir comment intégrer la notion de justice dans la formation intellectuelle, apostolique et spirituelle du jésuite. L'expérience pratique sous forme de stages parmi les plus pauvres doit s'allier à la réflexion intellectuelle et spirituelle. Mais il ne suffit pas de sensibiliser les jésuites à la justice; il faut aussi leur permettre d'acquérir les instruments d'analyse grâce auxquels ils pourront évaluer les situations concrètes. Cela implique une connaissance suffisante des sciences sociales qui doivent trouver leur place dans le temps de la formation.

Les membres de cette rencontre avaient reçu un questionnaire préparatoire en vue des échanges entre formateurs et professeurs dans chaque Province ou Région pendant les mois précédents. On leur demandait de préparer une brève communication en réponse aux questions lors de la rencontre elle-même. Ces questions étaient les suivantes :

- 1) *Quelles sont, dans la formation intellectuelle, les réalisations réussies au point de vue de l'intégration de la question de la justice à la Formation ? Quelles sont les occasions manquées ? Quelles sont les difficultés rencontrées ?*
- 2) *Les scolastiques de notre Province sont-ils suffisamment sensibilisés et formés intellectuellement, à la fin de leurs études, pour un apostolat selon le Décret 4 ?*
- 3) *Les professeurs ou formateurs ont-ils des résistances ou des difficultés vis à vis du Décret 4 (au plan théorique ou au plan pratique) ?*
- 4) *Le Décret 4 induit-il un autre style de vie religieuse pour les scolastiques ?*
- 5) *Le style de vie et d'habitat des professeurs a-t-il une influence sur leur enseignement et sur la formation ?*
- 6) *Autres remarques sur ce thème de l'intégration de la Justice à la Formation ?*

Cette rencontre a eu lieu à Paris (Maison Pierre Favre, 128 rue Blomet) du 1er au 4 septembre. Y ont participé 35 jésuites de 18 Provinces, la plupart d'entre eux étant Délégué d'une Province à la Formation, Recteur de Scolasticat ou Professeur. Furent aussi présents deux Assistants Généraux de la Curie, le P. Cecil McGARRY, spécialement responsable de la Formation, et le P. Jean-Yves CALVEZ, qui est aussi Assistant régional d'Italie et de France. Un comité de 3 personnes dirigea les travaux : Georges de SCHRIJVER (Louvain), Federico PASTOR (Comillas, Madrid) et Edouard O'NEILL (Blomet, Paris). Ce dernier étant celui qui nous accueillait généreusement.

La rencontre a commencé avec un rapport de chaque Province sur la question, puis il y eut 4 grandes conférences :

- 1) Georges de SCHRIJVER : La théologie du Décret 4 : Quelle option fondamentale en découle pour la formation ?
- 2) Cecil McGARRY : Dans quelle mesure les différents programmes régionaux de formation tiennent-ils compte de la formation à la justice ?
- 3) Michael CAMPBELL-JOHNSTON : L'analyse sociale dans l'apostolat de la Compagnie et dans la formation.
- 4) Johnny MULLER : Propositions concrètes pour la formation.

Au terme de la rencontre, les représentants de chaque Province s'exprimèrent sur la manière dont ils espéraient mettre en pratique ce qui avait été dit une fois rentrés chez eux. Les propositions en ce sens furent trop nombreuses pour en donner ici la liste, mais certaines furent tout à fait spécifiques et, si elles se réalisent, auront un effet déterminé sur les actuels programmes de formation. Mais la décision la plus importante - qui montra le sérieux avec lequel le sujet avait été traité - fut sans doute un vote clair recommandant aux Provinciaux que les formateurs reprennent le même thème lors de leur prochaine rencontre, dans 2 ans, pour faire le point sur ce qui aura été réalisé.

Un exemple concret de ce qui peut être fait est souvent plus stimulant pour l'action que des résolutions générales. La conférence de Johnny MULLER expliqua en détail comment la dimension de la justice a été intégrée dans le programme de formation de la Province d'INDONESIE où il y a actuellement 45 novices et 55 scolastiques en philosophie et en théologie. Nous allons donner ici ce rapport, quand nous avons réalisé qu'il avait déjà été publié dans PJ, dans un numéro précédent, en même temps que les propositions formant la 5ème partie de la conférence de Johnny MULLER. Nous ne pensons pas devoir nous excuser d'y renvoyer le lecteur puisque, comme l'a montré la rencontre de Blomet, de nombreuses Provinces - au moins en Europe - ont encore beaucoup à faire avant de réaliser ces recommandations. Voici les références exactes :

- V. Propositions : cf PJ 4 (octobre 1977) pp. 79-81
 VI. Expériences en Indonésie : cf PJ 14 (octobre 1979) pp. 122-125.

MISSION OUVRIERE SJ EN FRANCE

Depuis 1961, les jésuites français appartenant à la Mission Ouvrière (ou MOSJ) se réunissent tous les 3 ans, ordinairement quelque part dans les Alpes et vers la fin du mois d'août. Cette année, la rencontre a eu lieu dans la maison de retraites jésuite Saint-Hugues à Biviers, près de Grenoble, du 25 au 28 août. Les participants étaient au nombre de 67, avec des représentants de la Province (le Provincial et 2 Vice-Provinceaux), quelques scolastiques et des invités venant d'Espagne, d'Allemagne, de Hollande, d'Italie, du Tchad, d'Algérie et de Rome (l'auteur de ces lignes). La rencontre avait été préparée par une équipe spéciale (Henri KOWALSKI, Antoine DUJARDIN, Pierre VALLIN, Yves de La VILLEON, Jean-Jacques GUILLEMOT) et fut précédée par une retraite de 4 jours.

Selon le rapport préparé par Noël BARRÉ, Secrétaire du Bureau National de la MOSJ, la rencontre avait trois buts :

- Partager : ajouter la dimension d'une connaissance personnelle aux contacts déjà établis par le bulletin que publie la MOSJ.
- Réfléchir sur les expériences apostoliques : les trois thèmes d'échange au cours des rencontres régionales de 1981 furent repris et réexaminés : Habitat et vie religieuse ; Travail et vie religieuse ; Construction de l'Eglise.
- Formuler une estimation collective pour voir où nous allons : la MOSJ existe officiellement depuis 1955. Bien des choses sont survenues et ont changé au long des années qui ont besoin d'une évaluation. Des événements récents sont les difficultés rencontrées par certaines équipes, la mort de Jean Lacan, la proximité d'une Congrégation Générale, des questions posées par de jeunes jésuites, la fin du mandat du Délégué du Provincial à la MOSJ.

Il n'est pas facile de donner un bref compte rendu d'une rencontre dont nous venons de dire les objectifs et qui ne s'est pas achevée par une déclaration ou des résolutions. Le rapport établi par Noël BARRÉ fait 13 pages. Un partage doit être expérimenté plutôt que lu. Aussi le Rédacteur-en-Chef a-t-il décidé de publier la communication de l'un des participants faisant connaître son expérience d'une manière très personnelle. Cependant, comme il le signale, son histoire est semblable à celle de bien d'autres et est un reflet de certains des objectifs et soucis fondamentaux de la MOSJ. Il est dû à Paul ROGER-DALBERT, jésuite de 65 ans qui, après avoir été longtemps responsable des groupes de Vie Chrétienne en France, travaille maintenant dans un hôpital de Marseille et vit dans l'un des quartiers les plus pauvres de cette ville.

"Ma communication n'a pas pour horizons, comme celle de Roland, l'immensité des océans (Roland DORIOL, jésuite travaillant comme électricien sur un navire de commerce), mais un immense quadrilatère de quatorze étages de haut : l'Hôpital de La Timone, à Marseille, ainsi que les tours et les barres de la ZUP (Zone à Urbanisation Prioritaire) Nord de ladite ville. Elle se situe pourtant dans la même perspective que la

communication de Roland : "verser au bien commun" quelque chose de ma vie de jésuite en mission ouvrière.

Mon récit va porter uniquement sur un point : ma prière, ou, plus exactement, le "lieu" de ma prière, au sens de saint Ignace (la "composition du lieu").

C'est dire que j'omets d'évoquer ce qui est une bonne part de mon existence, comme ma relation aux personnes - camarades de travail, voisins, amis, compagnons, etc. - de même que ma conduite au sein des regroupements divers auxquels je peux appartenir.

Ce que je vais dire, c'est comme une entrée en matière de mon existence actuelle, ou, si vous voulez, un "porche" par lequel il m'est indispensable de passer (en ce qui me concerne) pour entrer dans une culture ouvrière, quelle que soit celle-ci aujourd'hui.

+

Je commence par quelques situations.

- Le matin, 6 heures moins 10, dans le couloir du sous-sol de l'Hôpital, large comme une rue, long de quelque 300 mètres, circulent des centaines de gens : le personnel de jour a pointé et se dirige vers les ascenseurs, tandis qu'il croise le personnel de nuit qui commence de partir. L'un sort à peine du sommeil, l'autre y va... On ne cause pas (juste, un "bonjour" par ci, par là), on ne se regarde pas. Parfois je me risque à regarder un visage, au milieu de cette foule : il est neutre. Que cache-t-il, ce visage ?
- Une autre foule, cette fois le soir, lorsque je rentre du boulot : je contemple nos bâtiments H.L.M. tout illuminés dans la nuit, tels de grands navires immobiles sur le port. Des hommes, des femmes, comme moi, rentrent à la maison. Et je me dis : quelle humanité derrière toutes ces fenêtres éclairées !
- Foule encore, à nouveau à l'Hôpital, Service des Urgences où je travaille depuis six ans. C'est un jour de grande affluence et le personnel est débordé : débarquent continuellement des ambulances, une foule bigarrée : des blancs, des noirs, des café-au-lait, des jeunes, des vieux, etc. Dans les couloirs, il y a les gens qui geignent, d'autres qui s'impatientent (que de fois on dit : "Cinq minutes, Mémé, (ou : Monsieur, Madame) on va s'occuper de vous" - et 30 minutes après, elle attend toujours...). Dans un coin des gens pleurent : on vient de leur annoncer le décès de celui ou de celle qu'on a amené tout à l'heure ; à côté, d'autres rient : "J'ai eu de la chance, juste les genoux écorchés !", etc.
- Foule en fête, aujourd'hui dimanche, à la Busserine : les Mendy (tribu venue du Sénégal à Marseille), ou les Avena (d'origine sicilienne) viennent de faire baptiser le dernier-né, ce matin, à Sainte-Claire. - "Vous viendrez bien prendre un verre chez nous ?" - On y va... Dans la salle, une

foule compacte, suante, tourne au son d'une sono... On ne s'entend plus, on se fraye comme on peut un passage au milieu des danseurs, des gens inconnus vous sourient. Mais, en distinguant, dans cette foule, tel ou telle que je connais d'un peu près, je me dis : derrière ces visages rieurs, que de situations dramatiques peut-être, que d'angoisses, en tout cas, que d'aspirations éperdues au bonheur !

- Foules passives, foules dansantes, aussi foules passionnées... Je me souviens, il y a un an et demi, ce que vous a appris la grande presse alors : l'assassinat par un CRS d'un jeune maghrébin de notre quartier. Quatre mois après, dans une salle de spectacle, le drame récent est joué sur la scène par une troupe de jeunes. La foule - je la sens - suit dans un silence lourd... A la fin, soudain, elle éclate, elle crie sa colère, sa fierté, son "non" au racisme des français. Je me suis senti, alors, emporté par une lame de fond, à la fois prisonnier et solidaire de cette population maghrébine dans laquelle nous trempons tous les jours...

Je pourrais évoquer d'autres foules où les circonstances nous plongent. Je vous renvoie à votre propre expérience de la multitude.

+

Cette multitude anonyme et quotidienne, depuis dix années que je travaille à l'Hôpital et vis à la Busserine, est devenue le cadre naturel de ma vie de jésuite, le lieu normal de ma prière de jésuite, - j'allais dire : l'humus dans lequel je suis planté, à partir de quoi je "pousse", tant bien que mal, avec l'aide de mes frères... Oui, terre nourricière que cette foule. Ou, si vous voulez : le "nous" du 'Notre Père' - dépassant infiniment ceux que nous connaissons, que nous choisissons - et qui colore toute demande, toute louange, bref tout ce qui suit ce "Notre", toute démarche, toute réflexion, tout choix, etc.

J'ai réalisé peu à peu, en le vivant, pourquoi saint Ignace, lorsqu'il nous amène à contempler le mystère du Verbe fait chair, nous recommande de "voir", et d'abord de 'voir le lieu'. Vous vous rappelez : "ici, voir l'immensité et la sphère du monde, où vivent des peuples (des gens) si nombreux et si divers..." et plus loin : "...les uns blancs, les autres noirs ; les uns dans les larmes, les autres dans les rires, les uns malades, les autres bien portants, les uns qui naissent, les autres qui meurent, etc..." : vision indispensable, chez Ignace, pour pouvoir approcher dans la foi le mystère de l'amour de Dieu pour le monde.

"Voir" la multitude, et la "sentir", et même "goûter" la multitude des gens... ce qui suppose qu'on arrive soi-même, progressivement, à laisser tomber de vieux réflexes d'auto-défense.

Les premières fois qu'à la Sécurité Sociale, j'attendais mon tour pour passer au guichet, parfois pendant deux heures (une fois même 2 heures 3/4 !), je m'énervais et trouvais cela indigne (indigne, de qui ? de moi, peut-être qui m'estime si indispensable ailleurs !). Après quelques années, j'ai

l'impression qu'à la Sécurité Sociale ou bien ailleurs, j'ai appris à être aussi patient que mes voisins de banc, inconnus, que je me suis mis à admirer... Et puis, c'est tellement plus simple de faire la causette avec ses voisins plutôt que de regarder sa montre.

Je crois que ces attentes, partout, m'aident à entrer (peut-être) dans ce monde qu'on appelle "culture ouvrière" (ce qui ne signifie pas, soit dit en passant, qu'on va prendre son parti de l'incurie de l'administration, c'est bien évident).

+

Et c'est là que je voudrais signaler deux ou trois choses :

- Lorsque j'habitais Paris, le métro était pour moi un lieu qui m'incitait à la méditation ; le spectacle de la foule me provoquait. Mais j'étais dedans sans y être ; et, arrivé à ma station, je sortais du métro...

Il me semble qu'à présent (je puis me tromper) une sorte d'intégration est en train de s'opérer - je dis bien : en train, car cette intégration n'est jamais terminée : j'apprends à "être dedans", un parmi tous, et à vouloir y rester, alors qu'au début, au fond, je voulais plus ou moins rester dehors, sans m'en rendre compte.

Et c'est cela, me semble-t-il, la prière : entrer à l'intérieur de ce que l'on vit, aimer à rester dedans, ne plus vouloir s'en évader.

- Mais ce n'est pas facile que "rester dedans" ! Un tas de choses s'opposent à cette entrée à l'intérieur de la masse humaine : et tout d'abord ce que des décades d'une éducation que j'appellerais "classique" (en dehors et dans la Compagnie, et là je ne fais le procès de personne) ont fait de moi : un type convaincu par tous les pores de la peau, qu'il est bon d'affirmer et de défendre son individualité. Ensuite, autre obstacle majeur : ce rôle de "tête pensante", ou de militant, en tout cas de personne connue et "reconnue" qu'on est amené, bon gré mal gré, à tenir, sur le quartier (la Z.U.P.), ou au syndicat, ou ailleurs.

Il y a là, vous le sentez par ces deux exemples, un nid de questions que moi, et sans doute d'autres, nous nous posons, - questions jamais complètement résolues, et qui mériteraient un développement, ou d'autres récits.

- Pourtant, je suis convaincu, à présent, (sans y arriver jamais pleinement, c'est sûr), qu'une certaine forme de contemplation - disons : de contemplation de l'Evangile au sein même de la multitude - amène peu à peu à réagir de manière nouvelle vis-à-vis de ce qui pèse sur les travailleurs et, en général, les pauvres gens : le guichet fermé, la bêtise des pouvoirs publics, la décision vexatoire de la direction de l'Hôpital, l'incurie de l'Office des H.L.M., etc., etc. Parce que je suis plongé dans cette multitude - et aussi par la prière -, lorsque je m'insurge contre ces

agressions, ces injustices, etc. et que je participe à une action collective de lutte ouvrière, j'ai conscience qu'à présent ce n'est peut-être plus exclusivement au nom de ma propre impatience, en vue de ma seule personne, que j'agis, mais du fait d'une solidarité réelle (et pas seulement verbale) qui se tisse progressivement entre nous, mes compagnons et moi, et la foule des "sans voix", des "non-reconnus".

+

Mon récit rejoint certainement ceux que beaucoup d'entre vous pourriez faire, chacun à sa manière. Je termine le mien en disant qu'un soir de 1973, rentrant du travail, un soir, un texte de l'Evangile m'est venu tout à coup à l'esprit, que je ressasse depuis lors dans mes allées et venues, et aussi, je l'avoue, lorsque j'en ai marre des gens... C'est dans Jean, chapitre 11, juste avant l'onction à Béthanie, vous vous rappelez : le propos de Caïphe : "qu'il est avantageux qu'un seul homme meure pour le peuple". Et Saint Jean de commenter : "... et non seulement pour la nation, mais pour réunir dans l'unité les enfants de Dieu qui sont dispersés". Ces mots, depuis neuf ans que je les médite, donnent leur sens et à ma vocation de prêtre de la Compagnie et à ma présence au milieu de la population de l'hôpital ainsi que celle de la Z.U.P. où nous sommes, mes compagnons et moi, en mission ouvrière.

LES JESUITES ET LA COURSE AUX ARMEMENTS

Du 16 au 18 juin, la Province de New York a dirigé une session sur la course aux armements à l'Université Fordham, où se sont retrouvés 118 membres de la Province.

Elle avait pour but de donner une suite à la lettre du Père Vincent M. COOKE, Provincial, qui avait été envoyée à tous les membres de la Province en octobre 1979 : le contrôle de la course aux armements et un remède à la faim dans le monde étaient désignés comme les deux priorités auxquelles nous devons être le plus attentifs dans tous nos apostolats. Le programme de cette session en décrivait les objectifs dans les termes suivants :

Donner aux jésuites de la Province l'occasion de s'informer le plus complètement possible sur les questions politiques, économiques et morales concernant la course aux armements, et sur les problèmes de paix et de désarmement ; leur permettre d'être à même de se conformer à la lettre du Père Provincial ; préparer des moyens efficaces de faire connaître les questions concernant la course aux armements à nos différentes écoles, paroisses, maisons de retraites, etc. ; élaborer des stratégies plus efficaces pour les membres de la Province et ceux qui les entourent en vue d'influer sur les responsables politiques quand il s'agit de questions de paix et de désarmement.

La session fut ouverte par Joseph O'HARE, qui, en fait, était l'un des principaux organisateurs. Puis on présenta les travaux du groupe de travail des Evêques Américains sur la course aux armements, sur la technologie des armes nucléaires, sur l'impact de la course aux armements sur l'économie américaine, sur l'efficacité d'accords internationaux pour cacher la course aux armements. Après avoir vu le film The Last Epidemic sur les conséquences d'une explosion nucléaire, une discussion permit aux différentes positions idéologiques de s'exprimer au cours d'une table ronde. Parmi les participants de celle-ci se trouvait le P. Dan BERRIGAN, qui protesta vigoureusement contre le mot "idéologique". En raison de l'importance de cette rencontre, nous donnons ici un sommaire des questions traitées à l'occasion de 6 "thèmes dominants". Ce sommaire a été rédigé par les PP. Joe O'HARE et Joe FITZPATRICK et envoyé à tous les membres de la Province, avec cette note du Père Provincial : "J'espère que les thèmes de cette rencontre feront l'objet de votre prière personnelle et de votre réflexion pendant les mois qui viennent. J'espère aussi que toutes nos communautés auront l'occasion de discuter de ce 'problème moral le plus sérieux de notre temps'".

THEME I : APRES HIROSHIMA, TOUT EST DIFFÉRENT. LES ARMES NUCLÉAIRES ONT CRÉÉ UNE SITUATION QUALITATIVEMENT NOUVELLE A LAQUELLE LE MONDE N'AVAIT JAMAIS ÉTÉ CONFRONTÉ AUPARAVANT.

Le thème fondamental que tout jésuite doit saisir et discuter avec ceux dont il s'occupe : APRES HIROSHIMA TOUT EST DIFFÉRENT. Les armes nucléaires ont créé une situation qualitativement nouvelle à laquelle le monde n'avait jamais été confronté auparavant. Concepts et stratégies habituels ne sont plus désormais adéquats. Ceux qui le comprennent sont de plus en plus nombreux ; mais des millions d'autres doivent être conduits à le réaliser, qu'il s'agisse de responsables politiques ou religieux, d'intellectuels ou de citoyens ordinaires. Einstein en a fait la remarque : "Après Hiroshima, tout a changé sauf notre manière de penser". Le but de cette session: notre manière de penser doit aussi changer.

Nous en voyons le reflet dans l'évolution de l'enseignement de l'Eglise au sujet de la guerre et de la course aux armements. Pie XII voyait les armes atomiques comme quantitativement, mais non pas qualitativement, différentes ; il essaya d'en traiter dans le contexte de la théorie traditionnelle de la "juste guerre" et refusa de reconnaître la légitimité morale de l'objection de conscience. Vatican II alla bien plus loin que Pie XII ; un appel fut lancé à "une attitude entièrement nouvelle" face au caractère entièrement nouveau des armes nucléaires : "C'est pourquoi il faut derechef déclarer : la course aux armements est une plaie extrêmement grave de l'humanité... Il est bien à craindre que, si elle persiste, elle n'enfante un jour les désastres mortels dont elle prépare déjà les moyens" (Gaudium et Spes, n.81). Les Evêques américains ont suivi cette direction. Dans une déclaration conjointe, Vivre dans le Christ Jésus (11 novembre 1976), ils ont déclaré : "En tant que possesseurs d'un vaste arsenal nucléaire, nous devons avoir conscience du fait que, non seulement il est mauvais d'attaquer des populations civiles, mais qu'il est aussi mauvais de menacer de les attaquer au nom d'une stratégie de dissuasion". En 1978, le bureau administratif de la Conférence Catholique des Etats-Unis

a demandé un témoignage 'prophétique' de la part de l'Eglise en faveur du désarmement et de la paix : "C'est un impératif moral primordial que de devoir arrêter la course aux armements et réaliser une réduction de ceux-ci...". Lors de son témoignage au nom de la Conférence Catholique des Etats-Unis devant le Comité sénatorial des Affaires Etrangères des Etats-Unis en vue de soutenir le traité SALT II (6 septembre 1980), le cardinal Krol a déclaré : "Le jugement moral que porte cette déclaration est que non seulement l'usage d'armes stratégiques nucléaires, mais que l'intention déclarée de les utiliser que signifie notre politique de dissuasion, sont mauvaises. Ceci explique le malaise catholique face à la dissuasion nucléaire et l'urgence que signifie l'exigence catholique que soit renversée la course aux armes nucléaires." La possession d'armes n'a été regardée comme "tolérable" qu'au titre du "moindre des deux maux" parce qu'elle laissait le temps de négocier en vue du désarmement.

Cette position a quelque peu changé dans la déclaration de Jean Paul II devant les Nations Unies lors de la session spéciale sur le désarmement (11 juin 1982). Cette déclaration implique le droit des nations à se défendre et reconnaît qu'une "parité" ou un "équilibre" des armes est recherché comme moyen de dissuasion. Il souligne fortement que la préoccupation d'un équilibre a une tendance innée à rechercher une supériorité qui donne un poids encore plus lourd à la course aux armements. La dissuasion comme stratégie de paix ne peut se justifier que dans un contexte où l'on s'oriente effectivement vers le désarmement.

THEME II : LA COURSE AUX ARMEMENTS EST LE PROBLÈME MORAL LE PLUS SÉRIEUX QUE RENCONTRE LA FAMILLE HUMAINE AUJOURD'HUI

La "course aux armements" est le problème moral le plus sérieux que rencontre la famille humaine aujourd'hui. Tout autre problème moral est secondaire. Si la planète est détruite, toutes les autres considérations morales sont sans objet. Les arsenaux nucléaires existant actuellement sont capables de détruire plusieurs fois la planète. Plus de 50.000 bombes nucléaires existent aujourd'hui, et l'on continue chaque jour à en fabriquer. Chacune d'elles est plusieurs fois supérieure à la bombe qui a détruit Hiroshima. Mise à part la dissuasion de l'arme nucléaire, si elle est réelle, il existe le danger toujours présent d'un accident qui ferait accomplir à ces armes leur mission d'annihilation. C'est un impératif moral pour tous aujourd'hui que de se soucier d'une limitation et même éventuellement d'une élimination des armes nucléaires.

La moralité de la possession d'armes nucléaires a été au centre de la discussion. On a réfléchi sur le fondement de la dissuasion : un équilibre dans la possession des armes nucléaires assurera qu'aucun des deux côtés ne les utilisera parce qu'ils seraient anéantis en représailles. On s'est essentiellement référé à l'article du P. Winters. Il a démontré que, si la menace d'utiliser des armes nucléaires est mauvaise, dès lors leur possession ne peut pas être moralement justifiée. Il a démontré que la logique implicite des Evêques Américains pourrait éventuellement conduire les catholiques à

des choix déchirants, "amenant des fonctionnaires sincèrement catholiques soit à être en désaccord avec leurs responsabilités gouvernementales, soit à ne plus être en lien effectif avec l'Eglise". Le P. O'Hare a regardé la position du P. Winters comme "définitivement fausse". (Sur la position du P. O'Hare, cf *"One Man's Primer on Nuclear Morality"* America, 7-3-82). O'Hare considère le désarmement impliqué par Winters comme étant politiquement irréaliste ; c'est une position que n'accepteraient pas des catholiques américains ; le poids de la responsabilité chrétienne concernant l'ordre politique demanderait que, en dépit de l'immoralité des armes nucléaires, les catholiques continuent à être engagés dans un processus politique visant à les réduire et à les éliminer.

James Finn voit un "paradoxe" dans l'existence des armes nucléaires. Les armes nucléaires constituent un système dissuasif au sein duquel le but est de ne pas utiliser ces armes. C'est l'existence même de ces armes qui constitue une dissuasion. Les posséder en déclarant qu'on n'a pas l'intention de s'en servir, non seulement n'est pas crédible, mais est positivement dangereux, provoquant justement l'attaque qu'elle veut éviter. L'équilibre doit être maintenu ; qu'il s'agisse d'un désarmement unilatéral qui détruirait l'équilibre ou d'une intention déclarée de ne pas utiliser les armes, dans les deux cas on serait conduit à des conséquences désastreuses".

Le Père Hehir croit que l'équilibre des armes nucléaires a effectivement dissuadé, non seulement d'une guerre nucléaire, mais aussi de la guerre 'conventionnelle'. Malgré de nombreuses difficultés depuis la 2ème guerre mondiale, un conflit de l'importance des guerres mondiales n'est pas survenu. C'est cette dissuasion qui permet à quelqu'un d'opter pour la possession des armes, bien qu'il soit immoral de les posséder. "Vous êtes face au dilemme entre ce qui est politiquement montré comme une dissuasion et ce qui semble être moralement illégitime. Si vous détruisez la légitimité de ce qui convient politiquement, vous pouvez perdre la dissuasion et créer justement la situation que la position morale vise à éviter, c'est-à-dire l'usage des armes. J'opte pour la légitimité de la stratégie politique tout en reconnaissant dans le dilemme ce qui n'est pas moralement permis". Telle est la situation que Finn décrit comme un "paradoxe".

THEME III : LE RENOUVEAU DU PACIFISME CHRETIEN

En passant en revue l'évolution de l'enseignement de l'Eglise concernant la course aux armements, le P. Hehir a souligné l'importance de l'accent mis à nouveau sur le pacifisme chrétien. Ce dernier a été reconnu comme l'idéal chrétien des origines : "Tu ne tueras pas". Si un soldat romain désirait devenir chrétien, il lui était demandé d'abandonner les armes ; il n'était pas permis à un chrétien de faire partie de l'armée. La position classique du pacifisme chrétien a été représentée par la vie et par les prises de position du P. Berrigan. En refusant que l'on appelle idéologie sa manière de concevoir la position chrétienne, il insista sur le fait que la réponse chrétienne à la guerre et aux armements est une non-réponse qui ne peut pas être jugée en fonction de normes profanes. Le Christ crucifié est le modèle, la "non-réponse d'un Dieu désarmé. Sa signification a été

confirmée par la Résurrection". Les évêques ont cherché à consulter le Général Haig sur la conduite chrétienne, c'est-à-dire sur leur attitude face à la course aux armements. Ceci a semblé aussi ridicule que si Jésus avait consulté Pilate sur les événements de la Semaine Sainte. Le conseil de Mgr Sullivan est : "Aucune arme nucléaire dans aucune main d'aucune nation". Berrigan passa en revue la tradition non idéologique et non violente représentée par Dorothy Day, Gandhi et Martin Luther King. C'est la tradition qui nous apprend comment aimer et comment mourir. C'est un signe d'espérance. La dissuasion a été décrite comme un blasphème contre cette espérance, et cette destruction réciproque assurée (MAD : mutual assured destruction) a été décrite comme un blasphème contre la résurrection. La position du chrétien dans le monde moderne a été vue comme une question douloureuse. "Le monde réclame un geste en faveur des pauvres qui meurent aujourd'hui à cause de la course aux armements et le monde demande que l'on réaffirme le principe que tuer est inadmissible".

THEME IV : LA FORMATION DE LA CONSCIENCE CHRÉTIENNE DANS CE CONTEXTE DEVIENT MAINTENANT UNE TÂCHE DIFFICILE ET COMPLEXE.

La formation de la conscience chrétienne dans ce contexte devient maintenant une tâche difficile et complexe. Et pourtant c'est là la responsabilité des jésuites comme des autres responsables spirituels et religieux. Un changement "collectif" est reconnu dans le réveil d'un pacifisme chrétien comme position politique motivée par les valeurs religieuses. La forte insistance sur la légitimité de l'objection de conscience est une manifestation de ce "changement". Pas plus tard que dans les années 50, Pie XII rejetait la légitimité de l'objection de conscience. Celle-ci est aujourd'hui fermement affirmée comme étant un droit des chrétiens. Bien plus, la moralité des armes nucléaires implique des dilemmes que l'on n'avait jamais rencontrés auparavant : des armes créées non pas pour faire la guerre, mais pour la prévenir, à ce que l'on dit. Finalement, la légitimité de positions morales apparemment contradictoires (théorie de la juste guerre ou pacifisme chrétien) est maintenant affirmée. Ceci crée des problèmes pour les fidèles vivant selon la tradition catholique. Dans ce contexte, la formation de la conscience chrétienne est une tâche complexe et frustrante. Néanmoins, en tant que chrétiens, nous devons y faire face et nous préparer à aider les fidèles à y faire face. Comme l'a dit Hehir, "nous devons dépasser la question de la dissuasion ; ce dont nous avons besoin, c'est d'une théologie de la paix".

Le second aspect qui complique la formation de la conscience chrétienne est l'acceptation courante de deux traditions chrétiennes regardées comme légitimes, le pacifisme chrétien et la théorie de la juste guerre. Aux origines, la position chrétienne était celle d'un pacifisme complet. C'est seulement à l'époque d'Augustin que ceci commença à être remis en question dans le cas de chrétiens qui se trouvaient dans des emplois publics. Le conseil "présente l'autre joue" a été vu comme excellent pour l'individu. Mais quand on est responsable de la sécurité et de la protection des autres, peut-on présenter l'autre joue et laisser blesser ou tuer ceux dont on est responsable ? Ceci a conduit à une nouvelle orientation dans l'interprétation de la position chrétienne de base. La position pacifiste était à la

base, représentant l'idéal; cependant elle doit être modifiée dans le cas de la légitime défense des innocents. C'est ainsi que naquit la théorie de la juste guerre, dans des conditions déterminées (dernier recours, proportionnalité : ne pas infliger plus de mal que celui qu'on cherche à corriger; espoir raisonnable de réussir à résoudre le problème). C'est ceci qui est aujourd'hui remis en question. Même en raisonnant dans le cadre de la théorie de la juste guerre, le recours aux armes nucléaires ne peut pas être justifié. Il n'y a pas de proportionnalité entre la situation injuste qui doit être redressée et les moyens pris pour ce faire, c'est-à-dire les conséquences dévastatrices d'une bombe nucléaire; bien plus quand on use de la bombe, aucune discrimination n'est possible entre civils innocents et militaires.

Finn a essayé de traiter de ceci au cours des échanges : "Nous vivons dans un paradoxe auquel les affirmations traditionnelles ne peuvent s'appliquer. Je pense que c'est le cas du principe de la 'proportionnalité'. L'existence des armes est une dissuasion ; mais pour que ce soit une dissuasion, il faut qu'existe la menace de les utiliser ; pour être une menace efficace celle-ci doit être crédible. Ainsi la 'proportionnalité' ne peut être utilisée ; tout repose sur l'efficacité de la menace. Je ne pourrais pas justifier l'utilisation de ces armes. Les conséquences d'une explosion sont aussi horribles qu'impossibles. La 'proportionnalité' consiste dans l'efficacité de la menace qui dissuade de s'en servir. Cette distinction entre motivation et conséquences est extrêmement importante... Il peut sembler peu sérieux de dire qu'il n'y a pas de distinction entre la menace d'utiliser et les conséquences de l'utilisation que la menace cherche à parer. Il y a une distinction. Celle-ci fait toute la différence dans le monde".

Dans le courant de la discussion, il apparut clairement que former les consciences chrétiennes était une question très sérieuse.

THEME V : LA COURSE AUX ARMEMENTS DÉTRUIT LES ECONOMIES DU MONDE

La course aux armements ne consiste pas seulement à construire des armes d'annihilation. Elle détruit les économies du monde. Le Vatican a parlé de ce "vol" des ressources du monde qui appartiennent à la famille humaine. La fabrication d'armes nucléaires est un facteur majeur en ce domaine. Mais il y a plus. Le trafic des armes "conventionnelles" est chose commune parmi les nations les plus pauvres du monde. Les nations dépensent leur argent en armes, alors que des millions de leurs sujets meurent de faim. 500 millions de dollars sont dépensés chaque année en armes ; 35 millions seulement sont consacrés à répondre aux besoins humains. Les articles dans The New Catholic World ont démontré jusqu'où allait la course aux armements en termes économiques ainsi que les effets dévastateurs de celle-ci sur l'ensemble des systèmes économiques internationaux aussi bien que sur les plus petites nations.

THEME VI : L'UNE DES PREMIÈRES OBLIGATIONS : CONTESTER.

L'une des premières obligations : contester. Un développement

significatif, spécialement au cours des dernières années, a été la "démocratisation" de la résistance à la course aux armements. Les citoyens commencent à prendre leurs décisions en dehors des généraux et des politiciens. Ceci est essentiel et doit faire partie de la vie de tout jésuite, d'une manière ou d'une autre. Cependant, les chrétiens doivent faire attention à un certain "monopole de la vérité", au danger de trop simplifier les problèmes. "Le test final de l'action pour la paix est, en définitive, d'y travailler".

"LA LUTTE DECISIVE DE NOTRE EPOQUE"

Bien que ce titre puisse se référer à la section précédente, il correspond en fait à la retraite faite cette année par le Rédacteur-en-Chef de PJ ! Il fit celle-ci à Guelph près de Toronto, avec 40 autres jésuites de la Province du Canada Anglais et sous la direction experte d'une équipe de 9 jésuites, dont John ENGLISH, Instructeur du Troisième An et Directeur de la maison de retraites Loyola, et Michael CZERNY, Directeur du Centre Social Jésuite pour la Foi et la Justice. Ce fut cette collaboration, plus que tout ce qui a pu arriver au Rédacteur-en-Chef de PJ, qui a rendu cette retraite mémorable. Il s'agissait, en fait, d'un essai délibéré de lier foi et justice, de présenter l'ensemble des Exercices Spirituels de saint Ignace dans l'optique du Décret 4 de la 32e CG. C'était la seconde fois que cette expérience était faite et, selon tous ceux qui l'ont faite, celle-ci fut un succès remarquable. A la fin, on prit la décision de la recommencer l'année suivante, avant même de déterminer comment elle pourrait être proposée à une plus large audience à l'intérieur comme à l'extérieur de la Province.

Nous donnons ici la répartition des sujets au cours des dix jours que dura la retraite. Les conférences sur un thème déterminé étaient données le matin : généralement par Michael Czerny. Elles étaient suivies, dans l'après-midi, par des instructions en vue de la prière, ordinairement par John English. Il y eut chaque jour un partage pendant 45 minutes et des échanges en petits groupe, (chacun de 6) et, pour ceux qui le désiraient, une rencontre avec un directeur personnel. Le reste de la journée était consacré au silence, à la prière et à la liturgie du jour.

Qu'est-ce qu'être, aujourd'hui, Compagnon de Jésus ? C'est s'engager sous l'étendard de la Croix dans la lutte décisive de notre époque, qui est la lutte pour la foi et la lutte pour la justice qu'elle implique - ("Jésuites aujourd'hui", Décret 2, n.2).

Conférences

- 1) *Qu'est-ce que la foi et la justice ?*
- 2) *Péché personnel et aliénation*
- 3) *Analyse sociale : qu'est-ce que l'oppression ?*

Instructions pour la prière

- Comment prier l'Ecriture*
- Comment prier sur le péché personnel ou individuel*
- Comment prier sur le péché social*

Conférences

- 4) *Le péché social... structures du péché social*
- 5) *Solidarité avec les pauvres*
- 6) *La vie et le message de Jésus Christ*
- 7) *Réflexion théologique... théologie de la libération*
- 8) *L'option préférentielle pour les pauvres*
- 9) *Contemplation : nouvelle signification de l'amour comme solidarité*
- 10) *Confirmation et personnalisation des jours de prière*

Instructions pour la prière

L'Incarnation : réponse de Dieu à un monde pécheur

Le Règne et mes/nos vœux et une prière de pauvreté

Comment prier sur nos priorités apostoliques et notre style de vie communautaire

Une spiritualité sociale aujourd'hui ; le martyre

Comment prier sur la 32e CG et "Notre manière d'agir dans les années 80"

Revue des jours de prière

Midi : Liturgie

12h45 : Déjeuner, départ.

Nous voulons apprendre à être contemplatifs dans l'action dans notre monde changé et changeant des années 80, à voir ce que Dieu fait et nous dit dans les événements, dans les appels et les besoins de notre époque comme aussi dans l'histoire de notre vie, dans les désirs et les inspirations de nos coeurs. Une telle contemplation n'est pas purement passive : bien plutôt, en voyant Dieu à l'oeuvre en nous et dans notre monde, nous sommes emplis par Lui de forces pour notre mission. Cette sorte de contemplation, cette lecture des signes des temps, cette vue de Dieu à l'oeuvre dans le monde et dans notre histoire aujourd'hui ne requiert pas seulement une réflexion personnelle dans la prière, mais aussi... le secours de la foi, de l'analyse sociale et d'une vision théologique". ("Notre manière d'agir dans les années 80" n.67).

=====

***** REDACTEUR-EN-CHEF : P. MICHAEL CAMPBELL-JOHNSTON, S.J. *****
